

Liberation

Libération Moris > www.liberation.mu > Novembre 2019 > Hors-série

L'IMPOSTURE

CLASSE MOYENNE

La dégringolade

JACK BIZLALL

« MSM, le parti politique
le plus destructeur »

PRIVATISATION

Tempête annoncée

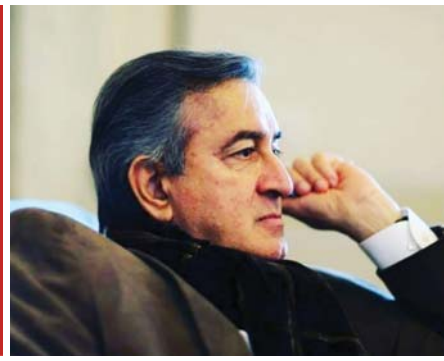
YANNICK CORNET

« SAJ avait raison !
Le Metro Express va coûter
MUR 50 milliards »

DAWOOD RAWAT

« Mon crime c'est d'avoir
désobéi à l'ordre établi depuis
le 17ème siècle »





CLASSE MOYENNE

La dégringolade > p4

Lumière Obscure > p6

Les « Bâtisseurs » de Pravind > p7

JACK BIZLALL

« MSM, le parti politique le plus destructeur » > p8

COVER STORY

L'imposture > p13

Manifeste...ment > p14

Catalyste > p15

Le spectre de Vassili Zaitsev > p16

PRIVATISATION

Tempête annoncée > p18

YANNICK CORNET

« SAJ avait raison ! Le Metro Express va coûter MUR 50 milliards » > p21

DAWOOD RAWAT

« Mon crime c'est d'avoir désobéi à l'ordre établi depuis le 17ème siècle » > p22

PMU

La machine à blanchir > p28

MAURITIUS TELECOM

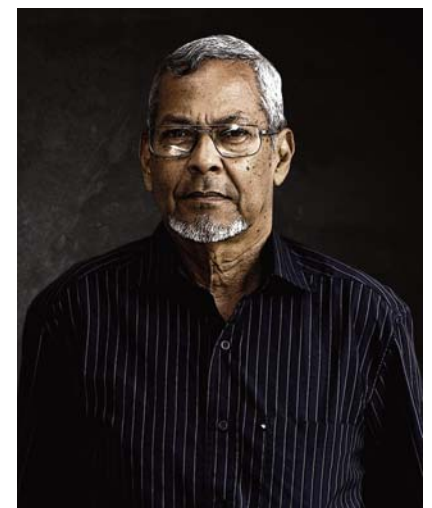
Les tentacules du pouvoir > p30

NEW MAURITIUS HOTELS

L'arrogance du pouvoir > p32

DUTY FREE

L'ivresse du pouvoir > p33



SOMME

Novembre 2019 > Hors-série
Une publication de Capital Media
Liberation Moris > www.liberation.mu

Rédacteur en chef > Rajen Valayden
Correspondant > Amirek.G



LIBIDO

Par Rajen Valayden

La gouvernance de nos gouvernants est un sujet qui inquiète les citoyens. Évidemment, on reconnaît le droit à la vie privée des personnages publics. Mais cette indulgence ne peut se traduire en impunité face aux écarts de nos politiciens. Surtout ceux qui font passer leur sexualité débridée avant les affaires de l'État. Il y a aussi ces adeptes de sensations fortes, dont l'orgasme ne peut être atteint qu'en niquant l'État. Henry Kissinger, secrétaire d'État du président américain Richard Nixon, disait, « Le pouvoir est l'aphrodisiaque suprême ». Et l'histoire ne peut que lui donner raison. De César à Berlusconi, en passant par Napoléon à notre père de la nation ainsi que son fils, ils ont tous marqué leur gouvernance par leur queue.

Bien des hypothèses avancent que chez les hommes politiques, on ressent ce besoin d'utiliser le sexe pour évacuer l'agressivité et la tension. Les adeptes de la série 'House of Cards' se souviendront certainement de Frank Underwood qui disait, « Le sexe c'est le pouvoir ».

L'ironie se trouve dans la dénonciation de ces opposants politiques, pour qui l'ultime but est de se limiter uniquement à tout prendre ou reprendre. Pouvoir, argent et maîtresses. Les campagnes se suivent et se ressemblent, se focalisant sur la dépravation des adversaires.

En 2009, Nandane Soornack faisait campagne pour un certain Pravin Jugnauth, qui l'appelait affectueusement Didi. D'ailleurs, l'unique réussite retenue par l'histoire de l'autre candidat de la circonscription No 8, Yogida Sawmynaden, c'est la photo qu'il avait prise de Madame Cotomilli. Il n'y a aucun doute que les dérives du gouvernement de 2014 devaient être sanctionnées. Mais qu'en est-il des remplaçants ? Avec des douzaines de Soornack, le gouvernement Jugnauth n'a rien à envier aux orgies de Rome. Dans les institutions étatiques, les harems ont changé de maître et de garde-

robes. Et ce n'est pas SAJ qui va me démentir. Il sait de quoi je parle et il a été le seul à condamner les agissements de certains députés et membres du cabinet qui, sous l'ivresse du pouvoir, ont fait de l'État un bordel. Si Pravin Jugnauth se croit canonisé avec son entourage de pseudos bâtisseurs appartenant à la loge de « braguette ouverte », il faut lui rappeler cette citation de George Herbert (1651) « Whose house is of glass, must not throw stones at another ».

Mis à part les réflexes instinctifs de voyeur, le citoyen s'inquiète davantage de son présent et du sort des générations à venir. Pourquoi l'enfant gâté, qui occupe plusieurs portefeuilles ministériels, se limite aux ébats de celui qu'il a désigné comme challenger ? Comme quoi les autres citoyens de ce pays n'existent guère. La raison est limpide. Pravin Jugnauth ne peut être comparé aux braves gens de ce pays, ceux qui ont investi leur sang, matière grise et sueur dans la construction de notre pays. Contrairement aux fabulations de SAJ, il n'y a jamais eu de miracle. Ni de Rambo non plus.

La vérité est tout autre ! Nous avons aujourd'hui à la tête du pays un personnage avec une voracité sans limites. Un ministre des finances en guerre contre l'écologie, qui considère l'économie un sujet tabou, qui réduit le débat sur l'éducation au nombre de tablettes distribuées dans les écoles, qui avec ses croyances absurdes, sa façon réactionnaire et rétrograde est convaincu qu'il est l'exemple à suivre. Il est con, con ! Si dans le cas de Ramgoolam, c'est Veena qui a été trahi, les Jugnauth ont cocufié tout un pays.

Ce que les dirigeants peinent à comprendre, c'est que le peuple veut voir moins de 'gouvernement' et plus de 'gouvernance'. En réduisant les législatives du 7 novembre à un duel entre Navin Ramgoolam et lui, Pravin Jugnauth démontre qu'il mérite amplement notre mépris. On n'est pas dupe et on voit tout ce qui se dessine. Il vaudrait mieux qu'il s'occupe de ses couilles que de la queue des autres.

CLASSE MOYENNE

LA DÉGRINGOLADE

Selon un rapport de la Banque Mondiale actualisé en mars 2018, les inégalités à l'île Maurice s'aggravent et l'érosion de la classe moyenne et le risque de la voir basculer dans la pauvreté est bien réel. Si, la paupérisation de la classe moyenne est un phénomène qui suscite de vives inquiétudes ailleurs dans le monde, chez nous, c'est un sujet ou le moindre débat est vite décrit comme un sacrilège ou encore balayé comme une machination politique à l'encontre du régime du jour. Profanons quand même !



Définition énigmatique

Accordons-nous, d'abord sur la définition de la classe moyenne. Déjà, il faut souligner qu'il y a ceux qui nient l'existence d'une « classe moyenne », d'autres perdus dans la définition des bornes de cette classe. Mais d'un point de vue général, le concept de « classe moyenne » correspond à l'émergence d'une catégorie de la population ni riche ni pauvre, notamment, ouvriers, employés, agriculteurs, cadres intermédiaires, techniciens, fonctionnaires, etc. Nous pouvons aussi définir la classe moyenne comme une partie de la population gagnant un salaire satisfaisant à la fin du mois, dépensant un pourcentage de ce budget pour ses besoins mensuels mais capable aussi de dépenser dans les loisirs et enfin épargner un strict minimum. L'OCDE, quant à elle, définit la classe moyenne comme "les ménages gagnant entre 75 % et 200 % du revenu national median". Si l'on se fie à cette définition et le 'Household Budget Survey' de Statistics Mauritius, environ 53% des ménages à Maurice étaient issus de la classe moyenne en 2017.

Importance capitale

A travers le monde, la classe moyenne joue un rôle économique et social déterminant, puisqu'elle représente un moteur de croissance et de prospérité. Elle est un des principaux leviers de la consommation et de l'accumulation de capital. Elle contribue, par exemple, largement à l'investissement dans le logement, l'éducation ou encore la santé. Par conséquent, elle demeure un facteur fondamental pour le développement de l'entrepreneuriat et l'innovation.

Même en Afrique, où l'essor des classes moyennes est resté limité, leur progression est cependant sensible et contribue à une hausse de la consommation intérieure dans de nombreux pays. Les ventes de réfrigérateurs, de télévisions, de téléphones portables, de deux-roues et d'automobiles ont, en effet, explosé dans pratiquement tous les pays d'Afrique ces dernières années.

Croissance des inégalités

Le militant de l'économie Marie-Henri Beyl, plus connu comme Stendhal, disait déjà au 18ème siècle, « La société étant divisée par tranches, comme un bambou, la grande affaire

d'un homme est de monter dans la classe supérieure à la sienne et tout l'effort de cette classe est de l'empêcher de monter ». Ce qui illustre parfaitement la position de la classe moyenne : elle parvient difficilement, et de plus en plus, à accéder à « l'étage » supérieur. Les richesses des riches s'accroissent, tandis que la classe moyenne, se vit comme en déclin. Au point de croire que la paupérisation dépasse le cadre d'un spectre. Ils sont plusieurs les analystes économiques et politiques, issus de la droite comme de la gauche, à dénoncer l'étranglement par la fiscalité que subit cette classe moyenne, qui est d'autant plus exclue des aides sociales. D'ailleurs, dans un rapport publié en mai 2019, l'OCDE dénote un rétrécissement de la classe moyenne au cours des trente dernières années dans les pays développés. Depuis le milieu des années 80, le coût des biens et services essentiels au mode de vie de la classe moyenne a progressé plus rapidement que l'augmentation de leurs revenus, engendrant ainsi un surendettement pour de nombreux ménages. Par ailleurs, les nouvelles organisations du travail conjuguées à l'automatisation contribuent à la précarisation croissante de la classe moyenne.

Précarité intégrée

En effet, la précarité est devenue partie intégrante dans le mécanisme de l'emploi et la classe moyenne se retrouve sous une pression permanente. Avec une favorisation à outrance des Contrats à Durée Déterminée (CDD) et le transfert direct des menaces sur l'entreprise vers les employés, on assiste à une dégradation constante des conditions d'emploi et c'est ce qui, au passage, occasionne une réduction des marges de manoeuvre et les degrés de liberté offerts aux ménages. Avec cette réduction silencieuse et sournoise, c'est l'espace vital qui se rétrécit. Même durant les crises qu'il a occasionnées, le capitalisme trouve moyen d'imposer des sacrifices, pour son plus grand profit. Dans une configuration où les rapports de forces sont basés, non pas, sur le nombre mais sur l'influence des élites économiques, la classe moyenne est celle qui prend en charge l'essentiel des sacrifices.

Une Ile Maurice inégalitaire

L'île Maurice ne fait pas exception. En effet, chez nous aussi, il existe un lien très fort entre la classe moyenne et l'état de notre économie. Impossible d'ailleurs de concevoir la croissance sans la classe moyenne. C'est justement la classe moyenne qui représente le plus fort pourcentage de consommateurs qui de surcroît est devenue plus dépensière. La théorie de l'offre et de la demande repose d'ailleurs sur les besoins de consommation de cette classe moyenne. Et les nouveaux produits et services naissent dans le sillage des besoins grandissants de cette catégorie sociale. Cette demande venant de la classe moyenne fait accélérer la productivité et amène le développement économique. Les profits et les revenus provenant de la taxe se capitalisent aujourd'hui par milliards et sans tomber dans le délire, c'est une vérité absolue de dire que notre classe moyenne est grandement responsable de la création de la richesse nationale. La classe moyenne mauricienne reste la classe la plus endettée de la société. Chaque aboutissement, la construction d'une maison, l'achat d'une voiture, entreprendre des études, ne peut se faire qu'en s'endettant auprès des banques ou autres institutions financières. Des dettes qui enchaînent la classe moyenne, éliminant au passage toute possibilité d'épargne.

Bien que depuis les deux dernières décennies, les grilles salariales ont sensiblement évolué et que nous avons témoigné d'un certain élargissement de la classe moyenne à Maurice, il est aussi vrai de dire que les inégalités se sont multipliées de façon disproportionnée creusant davantage un fossé déjà profond. Il aura suffi de quelques années pour que les disparités entre salaires rendent caducs les progrès accomplis durant les derniers 20 ans. En 2012, le African Progress Panel nous révélait que l'ensemble des pays africains (Ile Maurice y compris) sont plus inégalitaires que la Chine. Aux dires d'un ancien gouverneur de la Banque centrale, c'est aberrant qu'au sein d'une même entreprise le plus haut gradé touche 200 fois

plus que celui au bas de l'échelle.

Parodie de la méritocratie

Depuis notre indépendance en 1968, les régimes successifs se sont hissés au pouvoir en promettant au peuple de mettre fin à ce partage profondément injuste et inégalitaire des richesses. Après presque un demi-siècle, la naissance reste plus que tout le déterminant social absolu. Comme quoi les chansons engagées des années 70 n'ont rien perdu en pertinence. Une époque durant laquelle, la classe moyenne avait fondé son espoir pour un avenir meilleur en investissant dans l'éducation de leurs enfants. Aujourd'hui, une grande partie de la classe moyenne est très bien éduquée et peut sans complexe se mesurer au parcours des élites. Mais en dépit de sa capacité, le cadre issu de la classe moyenne se heurte à ce plafond de verre omniprésent dans une économie oligarchisée et un État otage de considérations obscures. À défaut de ne pouvoir jouir d'une méritocratie vivante et dans un pays où l'accumulation patrimoniale est quasi impossible, où les perspectives d'avenir se rétrécissent, les jeunes affichent ouvertement leur envie de partir vers d'autres horizons. Cela alors que le pays fait face à l'épineux problème du vieillissement de sa population active et que sa classe moyenne, éprouve la seule volonté de défendre à tout prix l'existant.

Emancipation illusoire

Notre classe moyenne est prise en tenaille entre son aspiration à la modernité urbaine et l'individualisme. Tout comme dans d'autres pays, elle a succombé aux charmes des vastes projets immobiliers qui ressemblent à une ghettoïsation de la classe moyenne, loin des enclaves huppées des élites économiques. Dans la majorité des cas, ce besoin de rehaussement est poussé par l'individualisme qui a pour conséquence une désolidarisation de la classe moyenne. D'où des changements structurels de comportements, comme par exemple, le besoin d'entretenir un réseau autour d'actions sociales, religieuses, philanthropiques ou confrériques. Cette obsession de se faire accepter par ce nouvel environnement provoque une dislocation profonde au sein de la classe moyenne. Loin de l'objectif de départ d'émancipation, l'individu se retrouve égaré, surendetté et enclavé dans un système oppressant. Le réveil brutal de notre classe moyenne se fera le jour où l'on constatera qu'on ne peut plus payer sa maison, les assurances maladies et que le paiement des pensions de notre population vieillissante ne pourra plus être honoré. Peut-être qu'on réalisera enfin qu'entre rêve et illusion, il y a la réalité.

D'ailleurs, la montée des partis populistes dans les pays développés, le mouvement des gilets jaunes en France, ou encore les récents soulèvements dans les pays de l'Amérique latine ne sont-ils pas l'expression du ras-de-bol d'une classe moyenne en quête d'une reconnaissance sociale accrue et d'un avenir meilleur

au sein d'un système visiblement structuré au profit des élites?

La classe moyenne et la crise de 2006

Raghuram Rajan (2010), Atif Mian et Amir Sufi, dans leur ouvrage *House of Debt* (2014), confirment que la plupart des études qui ont cherché à déterminer les causes macro-économiques de la Grande Récession aux Etats-Unis se sont attardées sur le comportement des classes moyennes : leur taux d'épargne a diminué avant la crise, avant d'exploser lors de celle-ci. D'un côté, plusieurs auteurs ont en effet suggéré que le creusement des inégalités pourrait avoir joué un rôle déterminant dans l'accumulation des déséquilibres qui ont conduit à la crise du crédit subprime, puis à la Grande Récession.

Les classes moyennes et populaires auraient réagi à la stagnation de leur revenu réel en s'endettant davantage, notamment pour acquérir leur logement, tandis que les plus riches voyaient leurs revenus croître rapidement ; d'une certaine manière, l'épargne de ces derniers fut prêtée aux premiers. Les données empiriques confortent une telle interprétation : les 10 % des ménages les plus riches possédaient 46 % du revenu en 2007, contre 33 % en 1982 ; entre 2000 et 2007, la dette des ménages passait de 90 % du revenu disponible à 126 % alors que les revenus médians stagnèrent. La hausse résultante des prix d'actifs ont alors incité les classes moyennes à s'endetter davantage. Par contre, les prix immobiliers s'effondrèrent à partir de 2006, rendant insoutenable l'endettement des classes moyennes et populaires ; ces dernières ont alors cherché à se désendetter, si bien qu'elles réduisirent leur consommation. Les taux d'épargne ont alors regagné, faisant basculer les Etats-Unis, puis l'économie mondiale, dans la récession.

Au-delà de l'économie

Dans d'autres analyses de Raghuram Rajan, on observe l'emphase sur le creusement des inégalités aux Etats-Unis. Selon lui, ce creusement est dû à l'accélération du progrès technologique et à l'insuffisance de l'éducation face aux nouvelles exigences de connaissance. De ce fait, les classes moyennes n'arrivent pas à suivre ; seule une élite ultra-privilegiée, et ultra-payée, a accès au fonctionnement du système. La croissance des trentes glorieuses, à la fois reconstruction et développement technique, qui a permis un grand progrès des niveaux de vie de la classe moyenne, n'est plus possible dans les pays riches, face à la concurrence des pays à bas salaires alimentés en capital et techniques par un capitalisme et des élites internationalisés. Les inégalités, temporairement réduites de 1900 à 1980, à l'échelle des pays-nations ne peuvent que repartir à la hausse car elles se créent sur une échelle mondiale dont le bas est en centaines d'euros et le haut dans les 3 à 5 dizaines de milliers d'euros.

LUMIÈRE OBSCURE

Le poids d'une confrérie ne repose pas sur la valeur que l'organisation affiche ou s'accorde à elle-même, mais sur l'appréciation de la société civile, locale et internationale. Bien que j'accueille favorablement tout regroupement d'hommes et de femmes qui militent pour l'avancement de l'humanité et la promotion des idées progressistes, il incombe à tout être partageant cette terre, frères ou pas, de contribuer à la survie ainsi que l'enrichissement intellectuel de l'humanité.

C'est loin d'être une coïncidence que la grande majorité des hommes à la tête de leur pays, se retrouvent dans les loges maçonniques. Sur le continent africain les dirigeants comme Pascal Lissouba, Denis Sassou- N'guesso, Omar Bongo Ondimba, Idriss Déby, François Bozizé, Abdoulaye Wade, Blaise Compaoré, Amadou Toumani Touré, Mamadou Tandja et Boni Yayi et l'ancien patron de la Commission de l'Union africaine, Jean Ping, portent tous le tablier et ont « reçu la lumière » alors que leur peuple continue à broyer du noir.

Ces confréries ne sont pas si différentes des multinationales qui appauvrissent l'Afrique. En témoigne un docu-

ment de la Ville REHFRAM (Rencontres humanitaires et fraternelles africaines et malgaches) qui regroupe les francs-maçons d'Afrique francophone et qui se rencontrent chaque année pour faire la synthèse de sujets mis à l'étude pendant l'année dans leurs loges respectives. L'intitulé du document, « Comment assurer la création et le juste partage de la richesse en Afrique ? », est fort éloquent. Certains des projets énumérés donnent ainsi cette fausse perception de gauche moderne « Le destin de l'Afrique est dans la destruction d'un ordre international qui l'opprime ».

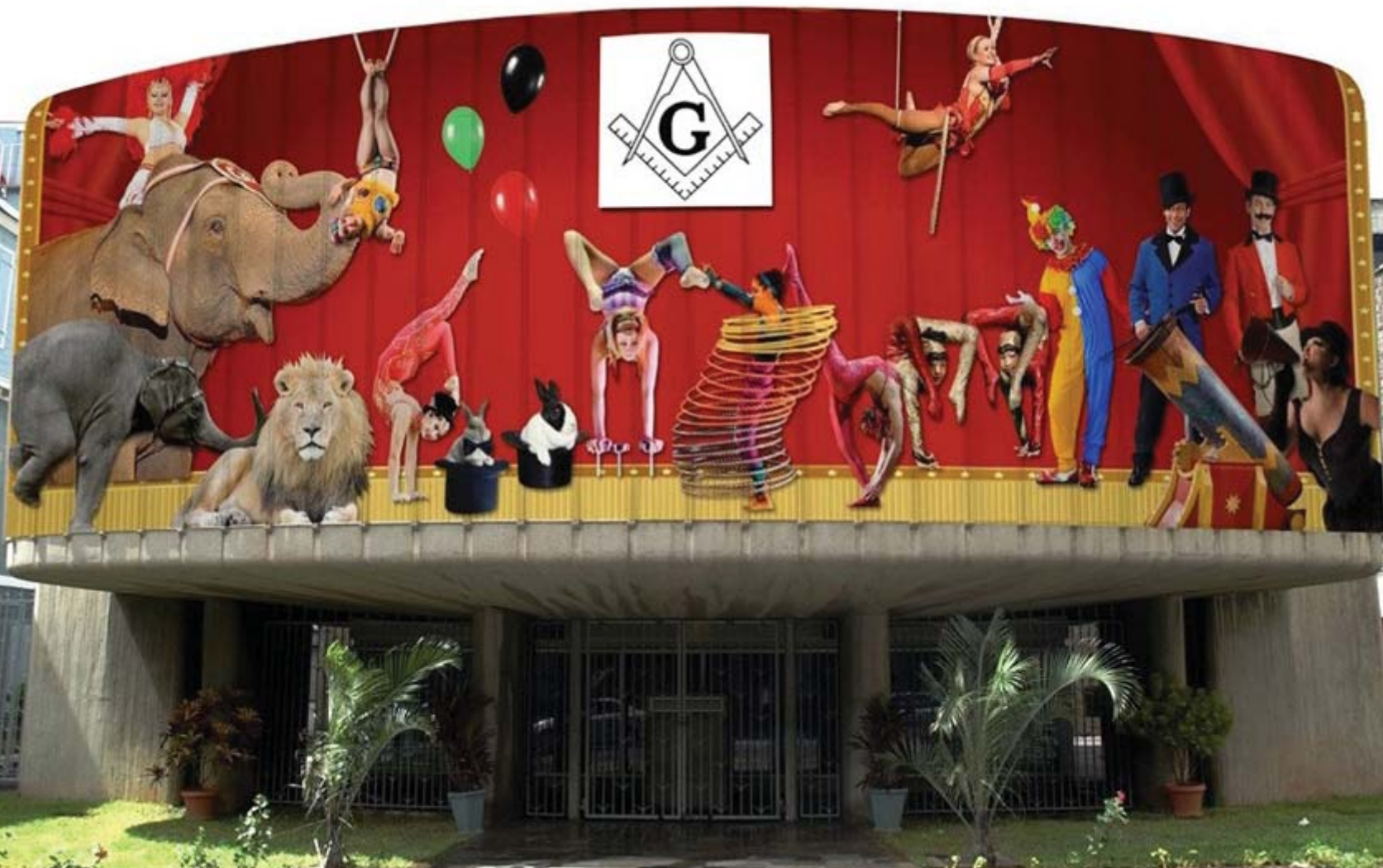
Il faut remonter l'histoire pour se rendre à l'évidence qu'à l'exception d'une infime minorité, à l'instar de Victor Schoelcher, les autres frères (membres du Club de Massaïc) étaient anti-abolitionnistes. Ce regroupement de quelques colonialistes français avait réussi à faire suspendre dans les colonies françaises l'application de la Déclaration des droits de l'homme dont les principes abolissaient l'esclavage.

Les temps ont certes changé, mais la propagation des confréries a atteint un tel point que l'un de nos confrères de la presse africaine écrivait dans un passé

pas trop lointain : « En Afrique, accéder au pouvoir sans se faire initier, relève de l'exploit ». Loin d'éclairer l'esprit, l'initiation est devenue un tremplin vers le pouvoir et la richesse.

L'allusion de Pravind Jugnauth à « la lumière, l'obscurité et le choix de nouveaux maçons » est lourde de sens. Effectivement ils sont nombreux, ces maçons qui se sont taillé une place au soleil. Les loges sont devenues l'abreuvoir des partis politiques. Mais ces loges aux façons obscures sont loin de pouvoir fournir des maçons de lumière. 241 ans après, Mahé de La Bourdonnais doit se retourner dans sa tombe en voyant la Triple Espérance devenir le repaire des triples buses.

Ce serait de la folie d'essayer de comparer la loge des Vingt et Un de Bignicourt (1779) et le club d'affaires « Phénix Austral 21 » d'Arian. De La Bourdonnais en passant par Farquar, Virieux et jusqu'aux Walter, SSR pour en arriver aux Joomye, Vencadasmy, Obeegadoo, on est tombé très très très bas. La pureté de l'esprit maçonnique est salie à tout jamais. Mettre en évidence les protagonistes de cette déchéance en faisant la lumière sur les desseins obscurs est probablement, le seul salut.



LES « BÂTISSEURS » DE PRAVIND



Clive Auffray



Maneesh Gobin



Gilles L'entete



Renganaden Padayachy

La conception de la République est l'une des grandes œuvres maçonniques. On assiste tristement aujourd'hui au règne d'une génération de frères qui de par leurs actes quotidiens et une vision rétrograde ont perverti les valeurs républicaines au point d'enliser le pays vers la barbarie. Porter le tablier est une responsabilité avec tout le poids de son passé glorieux et non un privilège pour manipuler le pouvoir à des fins d'enrichissement matériel, obstruant au passage un futur déjà incertain.

A Rivière du Rempart Pravind Jugnauth a voulu se la jouer fine en annonçant publiquement qu'il y a au sein de son équipe des maçons qui vont bâtir ensemble l'avenir de notre pays. Avec ce que nous avons déjà vécu au long de ces dernières années, nous pouvons nous attendre à de véritables orgies romaines dans les « salles humides » de certains temples. Que fera la vieille garde contre la prévalence de cette médiocratie ?

Nous dévoilons aux profanes le visage de certains de ses bâtisseurs à qui seront peut-être confiées les clés de notre avenir.



Kavy Ramano



Nando Bodha



Abdoullah Hossen



Joe Lesjongard



Julien Tuyau



Alan Ganoo



Zouberr Joomye



Steve Obeegadoo



Nilen Vencadasmay

Il a ses caprices et n'est certainement pas infallible. Intraitable dans ses calculs lors des révisions salariales, homme de lettre et surtout homme de parole. Capable de discuter des heures à la fois sur le travaillisme et le militantisme, ce grand admirateur du genre féminin, passionné de la nature éprouve aussi une obsession pour la controverse. Qu'on l'aime ou non, il ne laisse personne insensible. C'est bien l'atypique Jack Bizlall

JACK BIZLALL

MSM,

**LE PARTI POLITIQUE
LE PLUS DESTRUCTEUR**



A quelques semaines de la tenue des législatives, quel est le bilan selon vous du gouvernement Jugnauth ?

Pour comprendre mes déductions, il faut d'abord que je vous dise quelles sont leurs prémisses.

Il faut bien comprendre que quoi que l'on dise, notre société est une société capitaliste. Son État est protecteur des pouvoirs juridiques et économiques et ainsi aussi politiques que détiennent quelques grandes familles capitalistes. De ce fait il ne faut point confondre un gouvernement qui agit selon le diktat des capitalistes et un gouvernement qui s'en opposerait jusqu'à réduire constitutionnellement ces trois pouvoirs. Il y a donc une différence entre État et Gouvernement. Le gouvernement MSM est un gouvernement pro-capitaliste. Il n'y a aucun doute à ce sujet.

Il faut aussi faire la différence entre la philosophie libérale et l'économie libérale. La philosophie libérale peut démanteler l'économie libérale comme elle peut justifier sa destruction créatrice (un autre oxymore à celui de développement durable), dans tous les sens du terme. Celui octroyé par l'économiste Joseph Schumpeter, comme celui qui l'utilise pour justifier la destruction écologique, comme celui qui construit un village pour des millionnaires en pleine forêt de Yemen, ou encore celui qui laisse détruire des millions d'arbres pour en planter 200,000, qui seront autant détruits pour fabriquer des pellets pour les chaudières des usines d'électricité des compagnies privées. Je suis écœuré par ce que je vois... Le gouvernement MSM détruit notre pays écologiquement.

Le gouvernement MSM-ML (avec le PMSD que l'on oublie souvent) en tant que gouvernement capitaliste ne peut faire avancer notre démocratie, vers une société égalitaire. Au contraire il est en soi ce qui est antirépublicain puisque c'est une dynastie qui nous gouverne. Si quelqu'un y a vu un iota de démocratie, je dis tout haut qu'il est politiquement aveugle et sourd. Il serait sans doute un bénéficiaire des largesses de cette dynastie envers ses garants. J'expliquerai, un jour, si vous me le permettrez, ce qu'est une dynastie.

Le parti politique le PLUS destructeur de notre économie et de notre écologie est sans conteste le MSM. Quand les Smart Cities seront construites, quand toute la « nature » deviendra artificielle, comme quand on roule le long des autoroutes ; quand il nous arrivera de vivre que de la vente de notre République (terres et citoyens et surtout citoyennes) ;

des revenus provenant de la consommation dopée par des milliers d'étrangers qui vivront ici et des revenus de l'État par rapport à l'inflation (je vais dans mon livre développer cette thèse), le ségrégationnisme s'installera à Maurice... Pour longtemps.

Mais certains sont d'avis que le MSM, avec le salaire minimal ou encore la hausse de la pension de vieillesse annoncée vise l'égalité sociale.

C'est encore pire sur le plan du bien-être et de l'égalité. Le salaire médian serait de Rs 13,000. Le salaire moyen serait 2.5 fois le salaire médian. Le salaire moyen est, en passant, le salaire social. Allez vérifier les statistiques et vous serez confronté à trois réalités insoutenables : 1) la grande disparité des salaires dans les entreprises. A la NMH, le boss touche 90 fois le salaire de celui qui nettoie l'hô-

agissent. Pas le gouvernement capitaliste. Ce que je reproche au MSM, c'est qu'il laisse faire et soutient pas moins de 7 grandes familles capitalistes qui sont des multimilliardaires. Il faut arrêter cela. Pour arrêter cela, il faut que le MSM quitte le pouvoir.

En sus de cela j'ai des critiques à formuler sur la politique monétaire, la mutation économique qui est en train de nous faire sortir de l'économie de production pour l'économie hors-production de consommation et de développement foncier immobilier ; du délaissement de l'économie réelle pour une économie financière et spéculative... Tout ce qui est en construction détruit ce que nous avons de plus précieux et rare. On plante des arbres dans un cadre symétrique et sélectif ... oubliant ainsi que l'Homme se met autant hors de la nature qu'autant hors de sa culture en agissant aussi.



A la NMH,
le boss touche
90 fois le salaire
de celui qui nettoie
l'hôtel. C'est raciste.
Notre pays est un
pays où règne le
racisme économique

tel. C'est raciste. Notre pays est un pays où règne le racisme économique ; 2) le surendettement des ménages qui ruine le pouvoir d'achat et le niveau de vie des familles ouvrières et les couches défavorisées de la classe moyennes ; Notre pays est un pays où règne le vampirisme salarial. Et 3) Voyagez à travers le pays et regardez bien les constructions de maisons, l'accessibilité aux piscines, aux restaurants, aux supermarchés, aux griffes, aux villages fermés et réservés aux riches... Notre pays se transforme en société ségrégationniste...

Je suis désolé. Je ne donne AUCUN point à ce gouvernement. Je maintiens que nous faisons une grande erreur de croire qu'un gouvernement qui soutient le capitalisme a grand-chose à faire en économie. Le pays roule, que le gouvernement soit actif ou pas, performant ou pas. Ce sont les capitalistes qui

Croyez-vous qu'en 2019 le peuple est équipé intellectuellement pour comprendre vos arguments répétitifs sur la dérive totalitaire que peut engendrer une république monarchique ? Kant, n'avait -t-il pas raison de croire que « L'homme est un animal qui a besoin d'un maître » ?

Vous citez Kant. Vous auriez dû citer Nietzsche : « L'Homme est l'animal le plus cruel » ou encore Machiavel : « La soif de dominer est celle qui s'éteint la dernière dans le cœur de l'Homme ».

Mais non, il ne faut pas être si pessimiste que ça. Les intellectuels ont imposé l'image dans le cerveau de l'Homme, que l'intelligence n'est pas donnée à tous. Alors que l'intelligence est un système qui nous permet d'assimiler les faits et identifier les rapports pour les analyser en symbiose. Pour APRES faire des propositions, tirer des conclusions, et prendre des décisions. Ce qui est accessible à TOUS. Je vous assure.

Nous avons en 2014 échappé à la République présidentielle, qui se trouve être, en termes de démocratie et des libertés en troisième position après les monarchies constitutionnelles. En première position se trouve la République parlementaire. Nous savons sans doute qu'en France le Président détient plusieurs pouvoirs régaliens. Nous savons aussi qu'un Prince fait ce qu'il veut. Nous sommes conscients des dangers et de ce qui est inacceptable. La grande majorité des Mauriciens sont des croyants et toutes les grandes religions nous enseignent à nous battre contre les abus, les crimes et surtout les dictateurs. Qu'ils s'appellent Iblis, Mara, Belzebuth, Ravan... il y en a des dizaines de ces références



dans toutes les religions et dans toutes les cultures. Comment donc ne pas reconnaître les mauvais, les accapareurs, les dominateurs... N'allez jamais croire que les Mauriciens ne savent pas discerner.

Avons-nous assez de clairvoyance, de repères, de conscience, pour faire de tels discernements ?

Nous sommes conscients de l'exploitation, de la domination et de l'enrichissement des oligarchies sucrières. Quand nous voyons comment la famille Jugnauth fait et comment elle s'enrichit en dilapidant notre République, quand nous constatons que même le MSM est la propriété de cette famille (le MSM n'est PAS un parti républicain). Il nous faut ne point voter les membres de cette famille. Il est facile de les identifier. Il faut les identifier. Notre seule action contre cette famille sera bénéfique pour notre société. En s'attaquant au plus dangereux il ne faut pas s'allier aux autres potentiellement autant dangereux. Il y a plusieurs dynasties qui nous guettent.

Ainsi Il ne faut pas fauter politiquement parlant en votant des dirigeants qui comme Ramgoolam a des pratiques dynastiques pour jouir du pouvoir alors que le Parti travailliste est lui un parti républicain... Si le PTR et le MMM deviennent comme le MSM, c'est la catastrophe politique. Croyez-moi la population doit réagir par une abstention massive. Il le faut.

Il suffit de calculer le prix astronomique que la dynastie Jugnauth - avec son réseau de parasites, de parents « de près et de loin » par alliance et par mésalliance ; les amis et les amis des amis..., les conseillers et les agents politiques qui sont les conseillers des

conseillers... - coûte au pays. Si on ose le faire, on devrait être abasourdis psychiquement ; ratiboisés physiquement et anesthésiés intellectuellement. Au cas contraire ce sera la révolte comme ce fut le cas plusieurs fois en Inde... Vous me reprochez de mes arguments répétitifs. Vous faites erreur, je n'ai pas d'arguments répétitifs, je constate des répétitions d'abus de pouvoir de la part de la dynastie Jugnauth.... Le seul argument répétitif que j'exprime est celui de dire aux électeurs que le maintien d'une dynastie avec ses abus finira par transformer ce pays en un état princier tout comme cela fut, du temps des Maharajas....

Comme disait Montesquieu, « tout homme qui a du pouvoir est porté à en abuser » ; est-ce une fatalité absolue ?

Montesquieu a connu sans doute des périodes de délires horribles du temps de sa confusion politique entre l'application

notre constitution a des origines et des fondements monarchiques.

Notre constitution de 1968 fut annexée à un document signé par la Reine d'Angleterre le 4 mars 1968 établissant l'Etat souverain et démocratique de Maurice. On n'a jamais quitté les paramètres de cette constitution. Par le mépris que ceux qui nous gouvernent ont envers la République. Particulièrement en 1992 quand nous avons opté pour un Etat Républicain parlementaire.

Il faut bien prendre conscience que la division de pouvoir n'existe que conjoncturellement. Il suffit d'avoir une dynastie sur notre tête pour que la pratique du prince revienne. Je le dis et le redis, il faut passer à une nouvelle constitution et à la Deuxième république. Il n'y a pas d'alternatif. Il y a neuf mesures à prendre pour adopter la Démocratie république la plus avancée.



La grande majorité des Mauriciens sont des croyants et toutes les grandes religions nous enseignent à nous battre contre les abus, les crimes et surtout les dictateurs

de la loi, le despotisme souhaité et la République (avec sa séparation de pouvoirs). Les trois étant antinomiques. Je crois qu'il est temps de porter notre attention à ses propositions... Il y a matière à réfléchir... Dans cet ordre d'idée, pourquoi justement permettre à quiconque d'être au pouvoir si par fatalisme ou par nature il va en abuser ? La question ne peut être tranchée que si ce pouvoir est autrement partagé et autrement contrôlé. Je le redis et je le maintiens,

En 2014, un des arguments de la campagne était la maison de Navin Ramgoolam à Roche Noires financée par un emprunt de 40 millions. Aujourd'hui certains médias révèlent que la maison de Pravind Jugnauth est estimée à plus de 300 millions. Y a-t-il un sens à cette démesure ? Vous aviez dans le passé évoqué les biens acquis de la famille Jugnauth. Où en êtes-vous avec ce dossier ?



S'il nous faut établir une liste d'enrichissements non expliqués. Effectivement, nous avons des dizaines de cas impliquant la famille Jugnauth et Ramgoolam, mais aussi d'autres politiciens. Il n'y a pas que Roches Noires. J'ai publié en janvier 2017, dans un petit journal au nom de L'Observateur, les avoirs en terre de Pravind Jugnauth, l'Affaire Med Point et les scandales des terres sous Ramgoolam... Il faudra ajouter un jour d'autres dossiers.... Comme celui des 224 millions.

La liste est longue et très longue. Dans les faits chaque gouvernement qui vient puise de l'Etat un enrichissement pour sa personne. Et les électeurs continuent à leur faire confiance.

Ce n'est pas un phénomène inexplicable. Dans la pratique chacun tire son avantage là où il le trouve. Les ministres, les députés, les conseillers, les agents, les parents et amis... Mais aussi plusieurs électeurs qui ont des avantages à tirer, comme l'emploi, les terres de l'Etat, les emprunts à la DBM, à la State Bank, l'accès de leurs enfants aux collèges prisés, à l'université... C'est tout un réseau qui opère par alternance.... Même certains syndicalistes d'Agences syndicales s'y mettent pour soutenir tel ou tel gouvernement selon l'accès qu'ils ont au pouvoir, et ne voient rien de dangereux et de dilapidateur dans le régime Jugnauth. Plusieurs milliards ont été distribués aux capitalistes pendant la crise de 2007-2010.

Se faire élire, c'est s'enrichir pour plusieurs de nos politiciens. Il ne faut pas oublier les tractations qui s'opèrent par

personnes interposées. Des puissances comme les Etats Unis et la France s'emploient à soutenir leurs candidats. L'Inde aussi.



Il suffit de calculer le prix astronomique que la Dynastie Jugnauth – avec son réseau de parasites, de parents « de près et de loin » par alliance et par mésalliance ; les amis et les amis des amis..., les conseillers et les agents politiques qui sont les conseillers des conseillers... – coute au pays

Quel est le facteur déterminant qui permet la dilapidation de nos ressources ?

On est en train de vampiriser notre pays. L'oligarchie sucrière s'accapare de tout. Les banques et les Credit Unions vampirisent les salaires, les directeurs des entreprises font main basse sur les ressources de ces entreprises, des milliers de personnes sont grassement payées sans rien foutre....Des commissions sont payées sur les contrats, il y a même la pratique de rétro-commission, Pour n'importe quel service que vous demandez vous avez à payer, certains hauts fonctionnaires s'enrichissent de par les

pouvoirs de leurs fonctions. Je connais certains qui refusent des promotions. Bref le tableau est doublement noir....

A mon point de vue, le système est construit de telle façon que les gens se permettent de voler au vu et au su de tout le monde. On passe des lois, on a modifié la section 8 de notre constitution, on doit déclarer ses avoirs etc. Rien ne fait, la corruption continue, le vol continue, l'accaparement continue....

Même les religieux s'y mettent. Croyez-moi, il n'existe aucun secteur protégé à Maurice. AUCUN. La question est : Comment agir : 1) sans dictature comme le demanderait un parti politique populiste d'extrême droite ; 2) Sans étatismisme comme pourrait le demander un parti politique prônant le confucianisme (je ne plaisante pas) comme à Singapour ; ou 3) Comme un parti politique de gauche prônant le dirigisme, le sectarisme et l'aventurisme avec comme seul centre démocratique, le parti au pouvoir et comme seule méthode, le centralisme démocratique.

Il faut que ceux qui veulent faire de la politique construisent leur savoir être et leur savoir vivre. Il faut qu'ils lisent, qu'ils apprennent.... On ne fait pas de la politique parce que l'on a un diplôme ou que l'on est l'enfant d'un notable ou d'un politicien. Il y a un cheminement à faire et des décisions à prendre.

Je n'ai plus de foi depuis l'âge de 27 ans, soit depuis 1973. J'ai perdu la foi après une lecture de l'Exode quand Moïse

élimina plus de 3,000 Israéliens au nom du troisième commandement alors que le cinquième disait tu ne tueras point. Cela ne m'empêche pas de lire les livres de TOUTES les religions pour comprendre la mentalité des gens que je côtoie chaque jour.

J'ai pris position contre l'Evêché parce que j'ai compris le fonctionnement de l'Eglise catholique et des aberrations dans les investissements du Vatican, de ses liens avec toutes sortes de mafias. Surtout à partir de la mort de Jean Paul 1er. Elu pape le 26 août 1978. Mort 33 jours et 6 heures après. Son corps fut rapidement embaumé sans autopsie... Il avait commencé à redresser les errements du Vatican. Je pense que François 1er a appris à se protéger. Il risque de connaître le même sort. J'ai appris à prendre position sans aucune concession. J'ai appris à savoir à qui j'ai affaire.

Il faut savoir apprendre à partir. Quand j'ai quitté le MMM j'ai été exécré par le comportement et la manière de faire de Bérenger. Un jour je raconterai qui il est. Toujours est-il que quand je rencontre Obeegadoo en Angleterre alors qu'il était étudiant, il promet de se joindre à la gauche. Quand il retourne, il vient me voir à la maison pour me dire qu'il va rejoindre le MMM contre mes conseils avisés. Il y a des centaines qui se sont fait piéger, par ces « leaders » et qui sont aujourd'hui les serviteurs de la famille Jugnauth. Ici on ne tue pas les honnêtes personnes, on les corrompt ...On se bat contre la corruption pour en faire plus.

Y a-t-il un vecteur de ces manquements politiques graves, voire inadmissibles ?

On a l'habitude de dire que tout provient du système. Fondamentalement c'est vrai. Le système le permet voire même l'encourage. Mais j'ai mon idée de ce qui se passe. Je vais l'aborder dans une publication... Je parle du système certes en premier. Mais je parle du vecteur des pratiques et de la mentalité de la classe moyenne qui contrôle TOUT dans le pays. TOUT.

La chute du mur de Berlin, la désillusion du socialisme, le livre de Francis Fukuyama « La fin de l'histoire et le Dernier Homme » ont grandement contribué à pervertir la conscience de cette classe. Il faut aller à la pensée Marxienne et remettre la stratégie révolutionnaire à l'ordre du jour... Je ne vois pas d'autres solutions. Plusieurs publications ont été faites à l'intérieur du MPM, je vous assure qu'un débat interne se poursuit et pourrait produire quelque chose de très sérieux. Il faudra trois choses :

1) Privilégier la réflexion ouverte et NON le dogmatisme ; 2) Tirer les conclusions qui s'imposent par rapport au passé et NON reproduire les mêmes déviations ; et 3) se projeter dans au moins 15 ans pour y associer les changements inévitables qui s'opèrent dans l'infrastructure économique et sociale. Nous en reparlerons.

Le plus gros obstacle c'est que les agents de la classe moyenne influencent la stratégie révolutionnaire. Ma position est plus que claire : 1) Il ne faut AUCUNE association avec la classe capitaliste sous quelle forme que ce soit ; 2) Il ne faut NI sous-estimer la classe prolétarienne comme force révolutionnaire NI sous-estimer sa nature de classe opportuniste et son aliénation à la classe capitaliste. Il



Il faut savoir apprendre à partir. Quand j'ai quitté le MMM j'ai été exécré par le comportement et la manière de faire de Bérenger

faut apprendre à l'organiser économiquement et socialement en tant que classe autonome MAIS aussi l'organiser pour qu'elle s'engage dans la lutte des classes avec comme objectif la révolution sociale ; 3) Il faut surtout que les révolutionnaires individuellement quittent la classe moyenne, ses intérêts opportunistes, ses pulsions produites par la conjugaison de la vie au verbe avoir et au verbe paraître. Ou qu'ils partent assumer la défense des intérêts accapareurs de leur classe comme cela se fait ces temps-ci. Je n'ai rien à voir avec eux.

Comment interpréter l'appel de Pravind Jugnauth à nos concitoyens après cinq ans de règne, clamant que l'application de ses idées passe par sa réélection ?

Avez-vous vu Pravin Jugnauth produire une idée ? Il ne fait que se soumettre à certains de ses conseillers et fonctionnaires mettant en pratique le rapport de la NPCC.

Dans le Manifeste de 2005 du MPM, il est écrit : « Nous avons lu avec attention un texte d'analyse et de propositions émanant de la NPCC qui regroupe en son

sein les idéologues de l'économie mauricienne. Ils se sont octroyé la responsabilité de réfléchir sur la production et sur la compétitivité. Ils se sont fait une idée globale de la société mauricienne et ont conclu eux aussi que la situation dégénère et qu'il faut réagir.

Dans un texte intitulé *Competitiveness foresight - What orientations for Mauritius, la NPCC fait quatre propositions majeures :*

De poser des questions sur les nouvelles sources de compétitivité. Entre autres: Have we reached the limits of our production possibilities? - What type of innovation is required to take us on a high-growth path? - Do we have enough competencies to identify the new sources of growth? - How do we make Mauritius more attractive to the outside world in the new environment? - What are we willing to trade-off to have higher growth?

De prendre conscience que le sucre, le textile, le tourisme et les services financiers off-shore ont atteint des limites et qu'il faut rechercher d'autres voies.

De rechercher une voie qui pourrait nous assurer une croissance de 7 à 8 % annuellement. Ce taux de croissance est présenté comme indispensable pour le maintien de notre Welfare State.

De transformer Maurice en City State. C'est-à-dire d'ouvrir notre économie à qui veut investir et à n'importe quel investissement et de nous débarrasser de nos sentiments que Maurice doit rester mauricien. C'est le trade-off proposé. »

Nous sommes d'opinion que ces propositions reposent sur trois axes inacceptables: que nous aurons à vendre ce que nous possédons et de perdre consciemment le contrôle sur notre pays tout en sachant que nous l'avons déjà perdu sur notre économie, que le taux de croissance proposé dépend des investissements que nous n'avons pas et qu'il faudra ouvrir notre pays à toutes sortes d'activités et d'investisseurs, et enfin que nous aurons à adopter un taux de croissance qui va détruire inévitablement notre société et notre environnement.

Il est bon de faire ressortir que rien n'est proposé pour réorienter notre économie vers une nouvelle voie. Nous renforçons au contraire le cadre actuel en ce sens que notre économie restera totalement tributaire de l'étranger et encore plus conditionnée par des facteurs exogènes. Nous pensons qu'il existe une autre voie pour peu que nous suivions un autre chemin de réflexion »

Il va falloir aller plus loin dans nos conclusions. C'est ce qui est en cours dans la rédaction d'un livre intitulé « Notre économie au centre du social »

L'IMPOSTURE

C'est la responsabilité de la société civile de maintenir une lucidité vigilante et critique sur le comportement de nos élus. Avec un premier ministre sortant qui nous harcèle presque, par ses multiples demandes de le jauger, il serait incivil de notre part de refuser l'invitation. Evidemment on ne va pas se fier aux images passées en boucles par des médias fanatiques. Concentrons-nous sur ce que nous cache ce givre au risque de commettre l'abominable crime de lèse-majesté.

Dans la jungle politique il est souvent question de personnalisation du pouvoir. Mais de là à sombrer dans le narcissisme est chose différente. Tel le Prince, Pravind Jugnauth, est incapable de construire une phrase sans prononcer le mot « moi ». Est-ce qu'il est un « menteur » comme le décrivent ses adversaires et anciens amis ? Car le mensonge peut parfois s'avérer être un mal nécessaire dans la démarche d'une bonne cause. Dans le cas de notre prince, pratiquer l'art de cacher ses intentions, ou de tricher sur ses pen-

sées révèle de l'hypocrisie à l'état pur. Une attitude hypocrite, c'est avoir un comportement lâche et malhonnête. Tel le personnage fourbe et doué dans l'art de tromper, de Molière - Tartuffe.

On comprend que le catalyseur de ce comportement se trouve dans la soumission qu'il a mal vécue dans l'ombre de sa très grande famille sous le diktat matriarcal. Il n'y a rien de « mal » à cela, sauf qu'une personne qui a grandi avec la réputation d'être un maladroit et dont toutes les décisions le concernant sont prises par d'autres, finit par nourrir une rage de s'affirmer.

Sorti de l'ombre de son père, Pravind Jugnauth semble jouir de chaque seconde de sa liberté. Devenir libre à 57 ans, c'est aussi 57 ans de rêves à réaliser. Quoi de mieux que le fanatisme pour voguer vers ses songes. Tout comme le personnage dans l'œuvre de Molière, son fanatisme est fondé sur l'imposture. Pour combler le vide intellectuel et l'inculture, il s'entoure des communicants en tout genre dont le

seul objectif est de glorifier un personnage inexistant. A force d'amidonner, l'étoffe se tient tout seul et Pravind Jugnauth finit par consommer l'effervescence dont il est lui-même le créateur.

Comme chez les clans Duvalier Marcos, Trabelsi et tant d'autres, la politique est avant toute chose, par la famille et pour la famille où les biens publics sont considérés comme patrimoine familial. Sous couvert des rigueurs Pravind Jugnauth cumule les méfaits qui au fil du temps deviennent de plus en plus abominables. Son crétinisme (l'art de se mettre un bandeau sur les yeux et de se remplir les oreilles de cire) comme le rappelle sans cesse son ancien partenaire Paul Berenger, l'entraîne vers l'usure à une vitesse phénoménale. Aujourd'hui en promettant ciel et terre, il sait pertinemment que pour se protéger du pouvoir, il faut rester au pouvoir. Mais comme disait Jean-Jacques Rousseau, « Gardez-vous d'écouter cet imposteur ; vous êtes perdus si vous oubliez que les fruits sont à tous, et que la Terre n'est à personne »



MANIFESTE...MENT

Vous croyez peut-être qu'on exagère ! Ou que cette virulence est injustifiée ! Les résultats des législatives de 2014 étaient principalement dus à la colère justifiée d'un peuple en quête d'espoir, d'égalité, de prospérité, de paix, de justice et surtout de vérité. Les manœuvres pour propulser Pravinnd Jugnauth à la tête du pays constitue une perversion indiscutable de la démocratie.

Que vous soyez partisan ou pas, ce pays nous

appartient à tous et il nous incombe d'assumer nos responsabilités individuelles et collectives afin de subvenir aux besoins des générations futures. Des besoins non seulement de nature matérielle, mais aussi immatérielle comme les patrimoines et valeurs qui font de nous des humains. Le silence ou l'aveuglement restera à jamais comme une tache sombre dans notre histoire. D'où le besoin de vérité et de conscience.

Un manifeste est une déclaration écrite et publique par laquelle un parti politique expose son plan d'action et sa philosophie politique. En toute logique, mis à part le fanatisme, le choix de la grande majorité des votants est influencé par les mesures énoncées dans le manifeste.

Le 22 novembre 2014, L'allains Lepep présentait son manifeste. Presque 5 ans déjà. On vous invite à redécouvrir les promesses et d'en tirer les conclusions qui s'imposent.

1. Nous gouvernerons pour le peuple, avec le peuple et dans l'intérêt de toute la Nation, pas pour nous, ni pour un petit groupe d'amis, d'agents politiques, de copains ou de copines.

2. Nous ferons la politique autrement : la discipline, la transparence, la redevabilité et la gouvernance exemplaire constitueront la règle pour le Premier ministre, les ministres, les députés, les conseillers mais aussi à tous les niveaux dans chaque ministère, organisme paraétatique et département de la fonction publique. Nous allons mettre en place un comité spécial pour mettre fin aux nominations inadaptées aux postes importants. Nous éliminerons les gaspillages.

3. Nous combattons la pauvreté, améliorerons le pouvoir d'achat et la qualité de vie de nos concitoyens, mettrons en place une politique équitable et améliorée en matière de logement, de conditions de vie et de justice sociale pour les couches les plus défavorisées et vulnérables de notre société. Nous accorderons une attention particulière à l'épanouissement des enfants et de la jeunesse, à l'égalité des sexes, à l'autonomisation des femmes, aux handicapés physiques et aux retraités ainsi qu'aux travailleurs en général.

4. Nous allons créer des emplois tant dans le secteur public que privé en préparant, aux frais de l'Etat, les jeunes diplômés, selon les compétences requises par le marché du travail. Nous comptons adopter une politique d'embauche fondée sur l'ouverture, la transparence et le mérite. Nous garantirons des chances égales à tous.

Notre contrat de confiance avec la population en 12 commandements

5. Nous ferons de notre pays un endroit plus sûr et plus sécurisé pour notre population, de même que pour les touristes. Nous adopterons une politique de zéro tolérance envers la criminalité, les viols, les enlèvements et le trafic de drogue. Une commission d'enquête sur la drogue sera instituée aussitôt que nous formons le prochain gouvernement.

6. Nous comptons valoriser, faire respecter et protéger notre environnement, nos ressources naturelles, nos plages et notre patrimoine. Nous mettrons un terme à la braderie des Pas Géométriques et des terres de l'État et traduirons en justice ceux qui ont abusé du système. Nous adopterons une politique de développement qui soit responsable et écologiquement durable.

7. Nous libérerons notre société de l'emprise d'une corruption généralisée, du favoritisme, du népotisme, des mafias et des ingérences politiques.

8. Nous ferons preuve d'innovation ; nous revitaliserons et démocratiserons notre économie. Nous réduirons la dette publique, encouragerons l'épargne et les investissements ; réduirons le fossé entre riches et pauvres. Nous lancerons de nouveaux pôles de développement pour favoriser la création de richesses et d'emplois durables. Nous prenons le pari de réaliser un 2ème Miracle Economique.

9. Nous élargirons les paramètres de notre démocratie en proposant des réformes permettant l'émergence d'une société plus participative. Un code de conduite pour les responsables politiques et les ministres sera élaboré. Il y aura des référendums obligatoires pour des questions cruciales concernant l'État.

10. Nous légiférerons pour combattre le 'transfugisme' à l'Assemblée nationale et clairement établir le nombre de séances parlementaires obligatoires chaque année.

11. Nous réorganiserons la MBC afin qu'elle joue son rôle de radio-télévision publique. Nous introduirons la télévision privée. Les chaînes de télévision privées pourront librement organiser des débats publics sur des questions concernant l'économie, la politique et l'actualité.

12. Nous garantirons la liberté d'opinion et la liberté de mouvement. Tout citoyen sera libre de démontrer publiquement son appartenance politique sans crainte de sanction, de discrimination ou de harcèlement de la part du gouvernement.



CATALYSTE

Pour comprendre les agissements de Pravind Jugnauth, il faut savoir les influences exercées sur sa personne et quoi de mieux que ce refrain de nos grand parents « Dis-moi qui sont tes amis et je te dirai qui tu es ». S'il y a un nom qui revient sans cesse, c'est bien celui de Ken Arian. Inconditionnel d'Emmanuel Macron au point où avec ses frères logés à la même enseigne songeaient en 2014 à promouvoir la franchise « En Marche » chez nous. Lui et ses partenaires entre autres le bien aimé frère Nilen Vencadasmy sont les architectes des campagnes de débauchage chez les partis de l'opposition.

Ken Arian est en quelque sorte un modèle réduit de Jacques Attali qui se croit « King Maker », mais qui en réalité produit un nombre impressionnant d'erreurs d'analyse. Rappelons qu'en 1988, Jacques Attali alors gourou de François Mitterrand, recommandait de suivre le modèle économique grec. En 2000, il annonçait l'émergence imminente des deux superpuissances du 20ème siècle : l'Union Européenne et le Japon. Pas drôle que Pravind Jugnauth croie vraiment que nous sommes un grand du continent africain.

Les différends avec Ken Arian sont de nature idéologique et nous décrions sa dépendance à outrance sur sa confrérie. Il convient de souligner qu'il se démarque quand même de certains conseillers manipulateurs et lâches.

Le spectre de Vassili Zaitsev

La photographie est un formidable outil de propagande notamment en temps de campagne politique. La technologie et les réseaux sociaux permettent à projeter l'image la plus irréaliste qui soit. Bien avant la campagne de Barack Obama en 2008, où le monde découvrit la puissance de la communication à la fois simple et moderne, Adolph Hitler avait marqué son temps par sa maîtrise de l'image. Le Führer galvanisait tout un pays autour de ses ambitions démesurés. Cette technique de propagande est aussi symbolisée par le mythique guerrier de Stalingrad - Vassili Zaitsev.

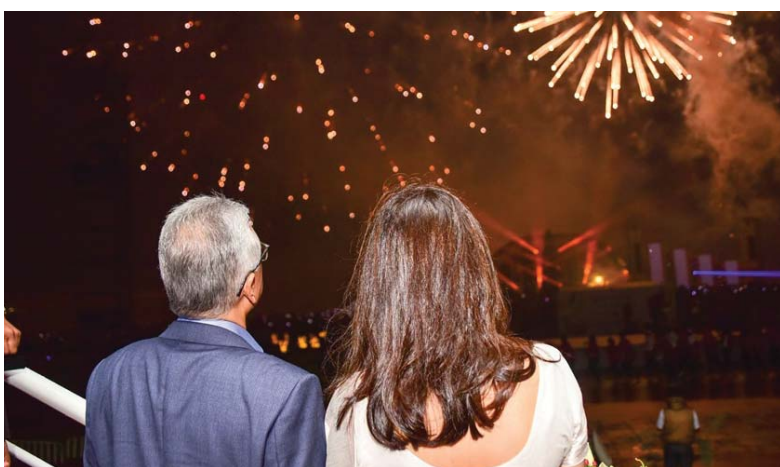
Rien a changé depuis la grande guerre et l'élection d'Emmanuel Macron en est la preuve irréfutable qu'il suffit d'un peu de chaleur pour

toucher le cœur des citoyens. Plus près de chez nous, dans la grande péninsule, Narendra Modi a réussi l'impensable en créant ce culte de personnalité tant nécessaire pour le mener au pouvoir. A vrai dire l'efficacité de la propagande repose sur la crédulité et aspirations des citoyens. Cette naïveté est indispensable à la réussite de la propagande car face au questionnement, tout s'écroule.

Au cours de ces dernières années on a vu défiler des photos impressionnantes de nos dirigeants. Loin de s'imaginer de l'existence d'une brigade d'experts en tout genre manipulant l'image diffuser en boucles sur supports accessibles, les citoyens s'identifient sans se douter d'une quelconque supercherie.

L'aveuglement les empêchent de se poser des questions, pourtant d'une logique si simple. C'est quand la dernière fois qu'il a été au pèlerinage ? Pourquoi est-il accompagné par tout un bataillon de conseillers ? Au lieu de se photographier en train de ramasser les ordures chaque deux ans, n'est-il pas de son devoir de s'assurer que les collectivités locales assument leurs responsabilités quotidiennes ? Pourquoi devons-nous payer pour assouvir ses désirs ou réaliser ses rêves d'enfance ? Pourquoi réalise-t-il des projets auxquels il était farouchement contre ?

Dans tout ce délire, il existe la certitude que l'un des effets secondaires de la politique est la Mythomanie et nourri par le fanatisme, elle demeure incurable.





PRIVATISATION

TEMPÊTE ANNONCÉE

La campagne terminée, nous serons en face des réalités très douloureuses. Avec les nuages à l'horizon de notre économie et le manque de clairvoyance de l'ensemble de la classe politique, nous nous verrons confrontés à des sans précédent : effets combinés de la mauvaise gestion des institutions publiques, la pression de la dette et le poids de la surenchère électorale. Avec les principaux partis politiques coincés entre leur dépendance du secteur privé qui réclame les dividendes pour générosité quinquennale, la seule potion magique qui restera – La Privatisation

Depuis notre 'indépendance', les régimes successifs se sont appuyés sur le besoin d'ajustement structurel pour permettre la relance de l'économie. Cette politique, sortie tout droit des institutions de Bretton Woods, se caractérise par une forte incitation au désengagement de l'Etat du secteur économique, et, partant, à la privatisation des entreprises publiques. Il est de plus en plus difficile de tenir face au matraquage de certains économistes et autres décideurs politiques adeptes des diktats du FMI, qui réclament sans cesse la privatisation de nos biens publics. La grande majorité de ces technocrates est issue de familles jadis pauvres qui ont « investi » dans l'éducation de leurs enfants afin que ces derniers puissent accéder à la mobilité sociale. Leur discours prend volontiers des formes altruistes et politiquement correctes mais, leur éducation se résume à la seule notion du profit. Certes, ce pays est redevable envers ses entrepreneurs, qui ont su y investir en vue de prospérer. Cependant, il serait fallacieux d'ignorer la contribution du secteur public qui a enrichi ce pays d'un encadrement administratif. Alors que Maurice est l'un des rares en Afrique qui soient dépourvus de ressources naturelles, on oublie trop souvent que la richesse du secteur privé est étroitement liée aux activités publiques et que les manquements énumérés dans le secteur public se retrouvent aussi dans des entre-



prises du privé. Vu d'un autre angle, on constate même que, grâce à leur débrouillardise et leurs initiatives, ce sont les pauvres de ce pays qui sont, en réalité, les vrais artisans de la richesse. Comme l'explique Paul Krugman, le fait que les économistes n'aient pas prédit la crise démontre qu'ils souffrent de myopie. D'ailleurs, leur argument, c'est que le rôle de l'Etat se limite à

la politique et non à la gestion ; sauf qu'à chaque débâcle financière, ce sont les mêmes qui clament que les contribuables doivent se serrer la ceinture pour maintenir les niveaux de profit.

**Moins on comprend,
plus on applaudit**

Dans un pays où on favorise le

traitement des symptômes au lieu des maladies, le peuple se désengage graduellement, laissant le champ libre aux idéologues cautionnés par certains médias convertis en entreprises de bourrage de crâne. Crédule, le peuple se laisse facilement éblouir par des mots dont la complexité inspire confiance. Ainsi cet expert qui disait que « pour relancer l'entreprise, il faut



Le diktat du marché financier

On n'évoquera jamais avec assez de force cette collusion que partagent le FMI et la Banque Mondiale avec les forces politiques néolibérales qui continuent encore aujourd'hui de vanter les mérites des privatisations. Ils font pression sur les gouvernements pour imposer ce modèle. Les pays comme le nôtre subissent

leur influence car ils échangent des aides contre des réformes impliquant ces privatisations. Le mode opératoire est resté inchangé depuis des décennies : en s'appuyant sur un lobbying actif, nous jurant que ce n'est pas le cas, ils invoquent le besoin d'un partenariat stratégique, au nom d'une certaine « efficacité ».

une mise à niveau avec une intégration verticale et un repositionnement de la marque accompagné d'une optimisation des ressources ». Les employés ne comprenant pas qu'ils allaient être virés, applaudissaient l'expert qu'ils prenaient pour un sauveur. Heureusement, que ces experts ont choisi l'économie au lieu de la médecine. Sinon on vous aurait amputé du pied au lieu de simplement enlever l'épine qui fait mal à l'orteil. Des deux côtés de l'hémicycle, on reconnaît à mots couverts que la privatisation de MT était la pire des bêtises qu'un Etat responsable ait pu faire. Loin de retenir la leçon, on veut cette fois privatiser les autres biens de l'Etat. Alors, tant qu'on y est, pourquoi ne pas privatiser le parlement ?

Il faut bien comprendre les nuances entre le gouvernement et l'Etat. Maîtriser la notion de l'Etat est chose indispensable à la compréhension de son rôle et évite surtout les amalgames très souvent partisans. Les entreprises publiques appartiennent à l'Etat qui lui-même doit son patrimoine aux richesses créées par les citoyens. En ouvrant le capital de ces entreprises aux investisseurs privés, on ne fait que facturer les générations futures pour ce qui a déjà été payé par les générations passées. Quand on invoque des impasses financières pour justifier la privatisation, c'est comme ces ménages endettés qui bradent les précieux bijoux de famille. Privatiser ces entreprises publiques c'est vendre le pays. C'est une action antipatriotique et inhumaine qui signifie qu'un jour, nous ne pourrons plus nous abreuver, s'éclairer deviendra un luxe, s'éduquer dépendra de notre patrimoine financier et se soigner sera réservé aux nantis. Sans oublier évidemment que ces privatisations, sous toutes ses formes possibles, engendrent des licenciements et la précarité. Est-ce cela qu'on souhaite léguer aux générations futures ? Est-ce cela la notion de durabilité ?

Services de santé publique : Privatiser par l'assurance



Au lieu de s'assurer que les services de santé demeurent un droit du citoyen, tout est mis en œuvre pour développer le marché de la santé. Avec la privatisation de la Santé publique, le monopole traditionnellement attaché au statut des services publics est sérieusement mis à mal. Le mouvement de privatisation a désormais très largement dépassé les frontières du secteur public pour atteindre le cœur même de l'intervention de l'Etat

Guider les moutons

De plus en plus, on nous dirige vers des cliniques privées pour des examens de résonance magnétique, alors que le service public dispose d'appareils identiques qui, bizarrement, demeurent en panne des années durant. De quoi renforcer l'argumentaire d'un service public peu efficace. Mais, la source de l'inefficacité de notre système de santé se trouve ailleurs, loin des hôpitaux. Car, elle est, avant toute chose, politique. Partant du recrutement du personnel qui pue le clientélisme partisan, l'ingérence des politiques dans les affaires courantes, l'approvisionnement des médicaments, l'intérêt privé de certains élus, tout est politisé.

Assurer la profitabilité des sociétés d'assurance

Aujourd'hui, une infime minorité de la population possède une couverture d'assurance santé privée. Parmi elle, on retrouve aussi des salariés couverts par des contrats collectifs ou individuels offerts par leurs entreprises. Par contre la grande majorité, notamment les chômeurs, les employés précaires, les retraités, les veuves, orphelins ainsi que les autres démunis ne peuvent se fier qu'aux soins de santé publique. Certains issus des professions libérales doivent recourir à des contrats individuels, dont les primes sont souvent indexées sur l'âge des adhérents. Un projet d'assurance-maladie obligatoire limitera certainement l'accès aux soins et peut s'avérer dangereux pour un pays qui compte son capital humain comme unique ressource. Rien de plus ridicule comme argument, quand on évoque la performance et l'efficacité du privé. Surtout quand ce n'est un secret pour personne que le personnel soignant du privé est la même qui officie dans le public !

Le bluff

Le fait est indéniable : les gains de productivité des entreprises privées ne bénéficient aucunement aux Mauriciens. Ces bénéfices reviennent aux actionnaires de ces entreprises, majoritairement étrangers à travers les prises de participation par les fonds de pensions et d'autres montages financiers de ce type qui prospectent les entreprises satisfaisant aux normes prescrites de « corporate governance ». Rien de choquant ; c'est le but même de l'actionariat. Ce qui est totalement absurde, c'est cette manie de faire croire à la population que le retour à l'efficacité ne se fait que par des privatisations, qui est un mensonge énorme. Nul besoin d'être un génie pour comprendre qu'il est bien évidemment possible d'obtenir les mêmes performances tout en gardant les bénéfices de cette efficacité pour le pays. En matière d'efficacité, tout se résume finalement à une question de compétences.

L'imposition

Selon les analystes, la privatisation engendre des modifications organisationnelles profondes et elle consiste à placer la corporation sous la gouvernance du marché financier privé. Evidemment le gouvernement va justifier la privatisation comme une logique d'impulsion dynamique à l'économie du pays. D'autres arguments peuvent être servis, telle la réduction des dettes ou la résolution du problème de sous-capitalisation des entreprises publiques par le développement de l'actionariat privé. Mais en arrière-plan, on privatise pour entrer dans la mouvance du libéralisme, se pliant ainsi à une des exigences des bailleurs de fonds qui ne sont disposés à aider que ceux qui s'engagent à désengager l'Etat dans l'économie.

L'accès à l'eau : Droit fondamental bafoué !

La gestion de la distribution d'eau, considérée comme l'Or Blanc, est actuellement un sujet important dans les coulisses du pouvoir. En effet, la privatisation de la Central Water Authority (CWA) est plus que jamais d'actualité. Dans un pays où on reconnaît l'existence de centaines de poches de pauvreté, et où des milliers de citoyens sont encore dépourvus d'accès à l'eau potable, peut-on éthiquement accepter que l'eau serve à enrichir les actionnaires de quelques grands groupes étrangers ?



Production énergétique : La poule aux œufs d'or

La privatisation a avant tout pris un caractère politique, qui consiste à promouvoir une économie de marché. Bien qu'on se réfère l'efficacité économique, comme argument principal, la privatisation, telle que préconisée par les adeptes du libéralisme, touche aussi des sociétés performantes. À l'instar de Mauritius Telecom ou encore la CEB, compagnie nationale de production et de distribution de l'électricité.

Dans son livre 'Private Island: Why Britain Now Belongs to Someone Else' publié en janvier 2014, l'écrivain britannique James Meek explique que contrairement à ce que préconisait Margaret Thatcher lors de la présentation de son bilan devant le Parlement britannique le jour de sa démission en 1990, la privatisation a retiré son pouvoir au peuple. James Meek cite comme exemple où la privatisation de l'électricité n'a pas réussi à faire baisser les prix. Il cite : « Les chiffres les plus récents suggèrent que les tarifs britanniques se situent en général dans la moyenne



européenne – plus élevés que les tarifs français et inférieurs aux tarifs allemands. Elle a aussi été un échec du point de vue de l'industrie et du management britanniques. Il n'est pas de meilleure illustration de l'ampleur de la sottise et de la trahison des politiciens des deux grands partis que le simple constat que l'ancien système électrique britannique, fiable quoique géré de manière peu efficiente, a été détruit au lieu d'être réformé, pour n'être remplacé en dernière instance que par un nouvel avatar du système

précédent, mais contrôlé par des firmes étrangères ».

Le dossier de l'énergie ou de l'électricité en particulier, intéresse vivement le leader du MMM Paul Bérenger. D'ailleurs c'est le sujet autour duquel, il a posé le plus de questions au parlement durant les dix dernières années. Des points communs qu'il partage avec son fervent disciple, Ivan Collendavelloo. Leur opposition au projet CT power était loin d'être alignée sur les arguments des mouvements écolo-

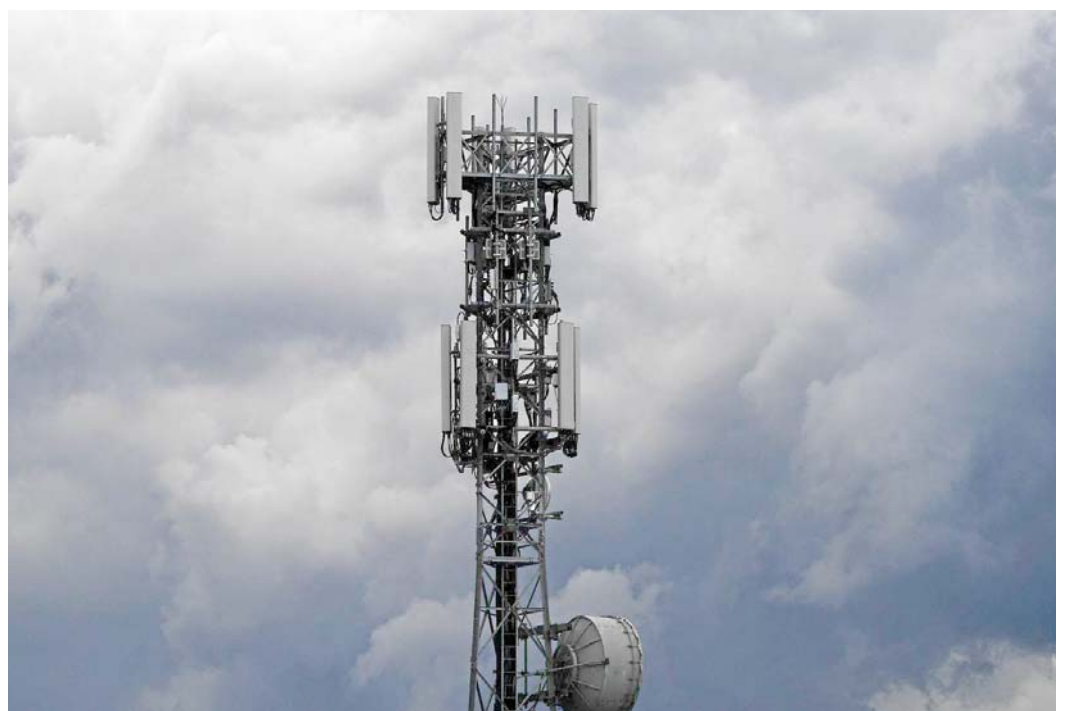
giques. Evidemment, quand on a couché au moulin, c'est dur de résister au sucre. Les amendements pour convertir le CEB en régulateur, laissant le soin de production et de distribution aux oligarques sucriers sont quasiment prêts. Toute ouverture de ce secteur devra prendre en considération le poids des bailleurs de fonds qui certainement vont vouloir inviter les multinationales étrangères de ce secteur, sous prétexte de la compétitivité et de la transparence. Dans les deux cas, l'Etat perdra le contrôle, même si certains ministres viendront à la télévision nationale pour dire qu'ils sont plus fûtés que ceux des autres gouvernements dans le monde. L'ambition de l'Etat de progressivement migrer vers des sources d'énergies propres, ne se concrétisera pas. Du fait que la motivation du secteur privé reste le profit et que les opérateurs sont loin de partager les mêmes idéologies progressistes. Toutefois, le CEB compte un nombre élevé de syndicalisation, qui sont pour la plupart partisans des méthodes radicales et cette joute s'annonce d'ores et déjà, électrique.

Privatisation de Mauritius Telecom (MT) : Un crime contre le pays

En novembre 2000, le gouvernement MSM-MMM tout juste arrivé au pouvoir, cède 40% de sa plus prestigieuse société à France Télécom. Si les Rs 7 milliards sont vite englouties dans les dépenses publiques, les séquelles de ce partenariat durent toujours, depuis déjà 19 ans.

Nous sommes en 2000 à quelques mois des législatives, entouré de ses ministres et ses collaborateurs, au Clarisse House, Navin Ramgoolam se voit contraint de trancher entre les pro privatisation, et ceux contre. Le lobbying intense des Sarat Lallah et Vasant Bunwaree depuis 1996, butait sur la farouche résistance de certains proches collaborateurs de Navin Ramgoolam, notamment Milan Meetarbhan. En s'appuyant sur les arguments du CEO d'alors Megh Pillay, Navin Ramgoolam allait renoncer à trouver un accord à la veille des législatives. Surtout que plusieurs aspects de ce partenariat laissaient entrevoir des menaces par rapport à la souveraineté et à l'intérêt de l'Etat.

Arrivé au pouvoir, Paul Bérenger allait réussir un de ses fameux 'Mari Deals'. À souligner la farouche opposition de Sir Anerood Jugnauth (SAJ) qui considérait MT comme le joyau de la République, le patrimoine national. Ce dernier devait toutefois courber devant les rapports de forces favorables à son allié, le MMM. Si le souci de Paul Bérenger était de renflouer les caisses de



l'Etat, d'autres options étaient envisageables, telles que l'achat des actions par le Fonds national de Pension, mais des raisons géopolitiques furent secrètement évoquées dans les coulisses du pouvoir pour expliquer la voie choisie.

Chez France Télécom on ne pouvait que se

réjouir. Son PDG d'alors, Michel Bon, devait même déclarer dans son discours, lors de sa visite à l'île Maurice, qu'il s'agissait là d'une aubaine à ne pas manquer. Comme pour reprendre ce proverbe de François Marie Arouet (Voltaire), 'le malheur des uns fait le bonheur des autres'.

YANNICK CORNET

SAJ avait raison ! Le Metro Express va coûter MUR 50 milliards ”

Yannick Cornet, militant écologiste, ancien membre de la Plateforme Citoyenne, porte-parole et campaign manager du PMSD, est membre du bureau politique de ce parti depuis 2015. Il nous explique sa virulente sortie contre le coût « officiel » du projet Metro Express



Quels sont les risques et les conséquences possibles d'avoir exempté le Metro Express d'un EIA ?

Il faut d'abord retourner en arrière pour comprendre le pourquoi d'un EIA. Un petit Etat insulaire comme le nôtre avec un écosystème fragile doit être géré avec beaucoup de rigueur et de sérieux. L'impact écologique doit être mesuré afin d'évaluer les risques. C'est avec l'ensemble de ces données qu'un gouvernement responsable pourra prendre les décisions dans l'intérêt suprême des générations à venir. Il incombe à l'Etat d'agir de façon juste et équitable. Avec l'exemption accordée aux projets de Metro Express et la piste d'Agalega, on a créé un dangereux précédent et je ne serais pas étonné de voir les autres promoteurs de divers projets contester le besoin d'un permis EIA.

A chaque scandale, les contribuables dépensent des milliards pour réparer les dégâts. De ce fait ils sont doublement victimes. Comment mettre fin à ces pratiques qui saignent nos caisses déjà déficitaires et de s'assurer que ceux ayant fauté soient punis ?

Tout à fait, il faudrait renforcer nos lois pour rendre nos politiciens plus responsables et faire que ceux trouvés responsables d'avoir fait perdre de l'argent aux contribuables doivent répondre devant une cour de justice. Il faut établir un code de conduite pour les parlementaires et responsabiliser davantage ceux dirigeant les institutions publiques.

Yannick Cornet vous avez lancé un défi au ministre Bodha lors d'une émission radiophonique le 19 octobre dernier pouvez-vous nous expliquer pourquoi ?

Oui, tout à fait ! Le 19 octobre j'ai lancé un défi au ministre Bodha pour qu'il vienne dans un face à face avec moi sur le coût réel du Metro Express. Le ministre avait annoncé que le projet Metro Express va coûter 18.8 Milliards de roupies et pas un sou de plus. Cela est complètement farfelu car le ministre n'a annoncé que le « Capital cost » du projet et a omis d'annoncer le coût d'opération sur 20 ans de métro express qui est de 13.5 Milliards de roupies selon les chiffres fournis par Georges Chung lors de la présentation même du projet au Hennessy Park. En plus de cela il faut rajouter le coût des Feeder buses soit 500 Millions de roupies pour l'achat de 100 Bus et 6.5 Milliards de roupies comme subsides sur 20 ans.

A tout cela il faut aussi inclure le coût des 6 Urban Terminals sur le tracé soit Immigration Square, Victoria, Rose Hill, Quatre Bornes, Vacoas et Curepipe qui appartiennent au minimum 11 Milliards de roupies. Déjà avec seulement ces quelques éléments nous sommes à plus de 50 Milliards de roupies et nous devons aussi inclure les coûts de l'acquisition des terres, de la relocalisation des aménités publiques telles que les terrains de jeux, les Places de Taxi, les Parcours de santé etc., le coût pour déplacer les lignes électriques, les tuyaux de la CWA et de la Waste Water et aussi les coûts de l'interfaçage avec les routes existantes. On doit aussi inclure les dépenses encourues par les collectivités locales, la RDA et autres pour accommoder les marchands ambulants et aussi les bus et taxis, durant la phase de construction. En 2014, SAJ avait raison de dire que ce projet allait coûter 50 milliards de roupies.



DAWOOD RAWAT

Mon crime c'est d'avoir désobéi à l'ordre établi depuis le 17ème siècle”

Au cours de ces quatre dernières années, il a été vilipendé, calomnié et humilié au point que très peu auraient survécu. Pourtant, malgré sa santé fragile, il se tient au beau milieu de l'arène, à l'image d'un gladiateur, pour défendre sa famille, son intégrité et surtout établir la vérité. Sa résilience provient sûrement du fait qu'à chaque pas de sa vie, il a dû se battre pour avancer (SM)

Est-ce que les événements de la nuit du 2 avril vous hantent toujours ?

Pourquoi vous limitez-vous à cette nuit du 2 avril 2015 ? Ce serait trop simpliste pour un coup de cette envergure. Les événements du 2 avril 2015 ainsi que sa déclinaison au cours de ces quatre dernières années ne sont que la partie visible aux yeux du peuple mauricien. Voyez-vous, cela fait 40 ans qu'on m'accuse des choses les plus ignobles. Durant des décennies, on m'a collé toutes sortes d'étiquettes, calomnier et vilipendé injustement. Un jour c'est 'marchand d'armes', après c'est trafiquant de stupéfiants, blanchisseur de narco dollars et pour finir, Ponzi. Tout ça parce que je porte le nom de Rawat, que ma famille est originaire du Gujerat et de ces faits je n'ai pas la légitimité de m'aventurer dans certains secteurs de l'économie. Dans un récent entretien chez un de vos confrères, j'ai rappelé que selon la vision de certains, j'aurai mieux fait de rester, au comptoir d'une mercerie à la rue La Corderie. Le fait d'avoir été à la bonne école et élevé avec des valeurs profondes m'a poussé à ne point réagir. Mais avec recul je constate que j'ai eu tort de ne pas avoir réagi face à ces lâches. Seul le regret d'avoir cru que la décence était la réponse à la sauvagerie, me hante.

A vous entendre, la douleur y est encore.

Et comment ! quand je pense à tout ce que ma famille a dû subir. Les insultes, les accusations sans fondement véhiculées par les médias ... c'est très pénible, surtout qu'on est innocent. Voyez-vous la BAI s'est toujours adhéree aux normes internationales. C'est le cas bien avant la création de la FSC. C'est d'ailleurs un des secrets de notre réussite. Que pouvait nous reprocher la FSC ? Ils nous ont pourchassés depuis 2004. Alors que quelques jours avant le 2 avril 2015, nous avions déposé, notre certificat de solvabilité attestant que nous disposons du capital requis. Depuis l'expropriation de la BAI, combien de compagnies ont été inquiétées pour 'transaction entre parties liées' (Related Party Transaction) ? Vous croyez vraiment qu'il n'existe aucun transfert de ressources au sein des autres entreprises ? La NIC, Life Insurance Ltd est aujourd'hui une entité gouvernementale et elle n'a toujours pas déposé de bilan financier. Pourtant la FSC ne trouve rien à dire, comme dans le cas de l'affaire NMH /SWAN. Le grand manitou qu'est Ivan Collendavello nous accuse d'avoir ourdi une attaque sur l'économie mauricienne et d'avoir voulu prendre Rodrigues. Même sous l'immunité parlementaire, peut-on accepter un délire pareil ? C'est un aveu de taille qu'il a fait au parlement

quand il dit sans ambiguïté « In 2004, we amended the Bank of Mauritius Act: we put a new Bank of Mauritius Act in order to stop BAI ». Pendant 50 ans je n'ai cessé de subir des attaques de tout part et maintenant on m'accuse au parlement de vouloir attaquer l'économie du pays ! Qui sont les clients de Collendavello? Quels intérêts représente-t-il ?

Mais le clan Jugnauth persiste sur la mauvaise santé de la Banque Bramer.

Que me reprochait Bassant Roi ? De manquer de liquidités ? Suite aux retraits simultanés des institutions de l'Etat, la Bramer devait renflouer ses capitaux et face aux pressions exercées par les sbires du gouvernement, Britam (Kenya) allait injecter les Rs 3,5 milliards. Dans un premier temps, comme réclamé dans la lettre émise par la BOM le matin du 2 avril 2015, on allait injecter Rs 350 millions (10% des 3,5 milliards). Mais le refus de la FSC demeure la preuve irréfutable, qu'on poussait la BAI dans le couloir de la mort. Avez-vous entendu la BOM sur la situation à la Maubank ? C'est qui le ministre des finances ? Est-ce que vous l'avez entendu parler de l'état de la SBM ou de la Maubank?



Je ne souffre point d'insularité ou encore de complexe d'infériorité comme beaucoup de nos compatriotes

Ne voyez-vous pas que non seulement ils ont empêché des Fonds d'investissements d'injecter les Rs 3,5 milliards, mais ils ont vendu l'ensemble des parts de la Britam pour Rs 2,6 milliards, alors que les projections de 2015 chiffrent sans ambiguïté aucune, la valeur de Britam (Kenya) à plus de Rs 10 milliards ? Autant pour le Ponzi ! Ecoutez la déclaration publique d'Andre Bonieux, l'ancien cadre de PWC et actuel CEO d'Alteo. C'est un aveu clair et net. Courts était le No 1 de son secteur, présent à Madagascar et Nairobi. L'intérêt immédiat du géant Courts Asia de reprendre les activités de Courts Mauritius est révélateur. Nous étions les concessionnaires des marques les plus prestigieuses de l'automobile. Les autres se sont festoyés comme des vau-

tours en s'arrachant des parts qu'ils exhibent comme leurs plus beaux trophées.

Il a été aussi question de l'efficacité de votre modèle.

Alors que depuis des décennies, les gouvernements successifs ainsi que leurs institutions gargarisent avec des slogans creux sur la nécessité d'investir sur le continent africain, sans compter les milliards des caisses publiques qu'aura coûté tout ce cirque, la BAI était déjà bien ancrée et respectée sur l'ensemble du continent. Quant à ces grands ténors de l'économie mauricienne, ils n'ont pu dépasser les côtes de Madagascar. Donc, je dirai fièrement qu'on avait réussi là où ils ont échoué lamentablement. Un regard attentif aux comptes de ces compagnies qu'on qualifie de performantes et vous verrez que sous cette épaisse couche de maquillage, il n'y a que du vent.

Il existe toujours une partie de la presse qui fait référence aux conclusions du rapport Ntan ?

Avec le faux départ, ils continuent à errer et patauger dans la démagogie. Ils persistent avec leurs théories fantaisistes de Ponzi alors que la BAI avait investi dans les groupes de presse, notamment Defimedia et La Sentinelle, car ce sont financièrement les plus performants. Diriez-vous que c'est du Ponzi ? Pourtant leurs journalistes ont prêté épaule aux carabines du peloton d'exécution et se sont donné à cœur joie dans la lapidation de ma famille. En parlant de performance, à l'île Maurice on glorifie souvent l'efficacité du secteur privé traditionnel issu de l'oligarchie sucrier. Regardez ce qu'ils ont fait de l'hôpital Apollo Bramwell et tirez vos conclusions. Comparez les coûts et le niveau de service. Je ne souffre point d'insularité ou encore de complexe d'infériorité comme beaucoup de nos compatriotes. Je me suis permis de défier l'ordre établi depuis le 17ème siècle, de voir les choses en grand, de faire avancer mon pays.

Après tous ces revirements, quel est votre avis sur les rôles de Badhain et Lutchmeenaraidoo ?

Roshi Badhain n'a été que l'un des cipayes qui figurent dans la dernière saison d'une série qui aura duré 50 ans. Certes Badhain a un style très particulier et dans le vide qui existait au sein du MSM, il fallait se démarquer, voir impressionner. Mais en décortiquant les agissements de Badhain, on se rend compte qu'il agissait sur la base des informations que lui fournissaient PWC et ses conseillers, qui sont aussi issus de la PWC. Je

n'oublie rien de ce qu'il a dit, moins encore sa hargne de 2015. Mais il est important de situer les responsabilités de chacun.

Basant Roi est un vulgaire païen qui se prend pour un aristocrate. Quant à Vishnu Lutchmeenaraidoo, sa confession sur le plateau de l'Express en dit long sur ses motivations personnelles ainsi que les intérêts qu'il représente. Si au bout de quatre ans, la population se rend compte qu'elle a été bernée en décembre 2014, n'est-il pas temps de se poser des questions sur la version créditée par l'ensemble du gouvernement ? A commencer par le PNQ de Paul Berenger au parlement en 2013. Est-ce que la FMI avait vraiment mentionné la BAI ? Pourquoi les éminences grises du comité économique du MMM ont monté cette cabale, afin de faire croire que la BAI de Trinidad était reliée à celle de Maurice ? Pourquoi cette absurde propagande de 'Ponzi' que nie désormais André Bonnieux ? Kee Chong Lee Kwong Win, chairman de la banque SBM se tarit d'éloges sur l'acquisition de Chase Bank, qui est minuscule en comparaison de notre 'Equity Bank', et pourtant on nous qualifie de Ponzi. La SBM a perdu des milliards en un temps record et ce sont ces décideurs qui viennent nous faire la leçon ? Savez-vous ce que la FMI a publié sur les dangers de cette concentration du pouvoir économique dans ses nombreux rapports ? Personne n'ose en parler. Surtout pas les Jugnauth.

**Est-ce qu'une banque peut s'écrouler uniquement suivant des retraits ?
Y a-t-il matière dans votre théorie du complot ?**

La question de complot est dépassée. Les multiples dénonciations de différents protagonistes ayant joué un rôle quelconque dans cette affaire en est la preuve. L'heure est de savoir l'étendu du complot et le niveau d'implication de chacun. Mais je le répète afin que nos jeunes puissent en tirer les leçons qui s'imposent car je ne souhaite à personne ce que j'ai vécu. Le complot fomenté depuis des années déjà. En 1991 au début du Stock Exchange de Maurice, le gouvernement nous invite à soutenir la nouvelle bourse et nous avons accepté. Les préparations prirent presque un an. Lorsque notre dossier fut présenté au SEM, notre banque s'est soudainement désengagée. Tous les courtiers d'affaires, les stock brokers organisèrent un cartel avec pour but de refuser de vendre les actions de la BAI. La cerise sur le gâteau a été l'article de Business Magazine publié le jour du lancement de notre IPO, qualifiant la BAI de 'compagnie en faillite'. D'un côté les courtiers refusaient de vendre nos actions, les rumeurs colportées dans les réunions des conseils d'administration et



Britam Kenya

”
Les autres se sont festoyés comme des vautours en s'arrachant des parts qu'ils exhibent comme leurs plus beaux trophées

le travail de l'unique journal couvrant le monde du business publiant un article nous traitant de compagnie insolvable tout en donnant dans le même article des commentaires élogieux à l'encontre de deux autres groupes qui lançaient le même jour que nous des produits financiers. Savez-vous qui étaient les propriétaires de Business Magazine? Les Senior Partners de PWC. Avez-vous déjà lu un article de Business Magazine émettant des critiques à l'encontre des sociétés appartenant à l'oligarchie sucrière ou sur le scandale MCB / NPF ? C'est ça, leur version du grand journalisme.

Reza Uteem a vu juste dans son exposé lors de la rencontre avec les détenteurs des polices SCBG. Prenez la banque de votre choix ! Quelle que soit la banque dans le monde. Demandez aux institutions dépositaires au sein de cette

banque de mettre fin à leurs contrats de dépôts. Couplez cette attaque d'une campagne mensongère sur une éventuelle faillite. Vous allez provoquer une ruée et quelle que soit cette banque, elle ne pourra détenir des sommes en liquide pour rembourser les clients. Car justement pour fructifier l'argent des dépositaires, cette banque ou la société d'assurances doit investir l'argent ailleurs. En plus, si les institutions régulatrices objectent au transfert des fonds de l'étranger, c'est que vous êtes déjà condamné à mourir.

Justement vous parlez de maquillage, en 2015, la MBC avait dans ses émissions avait fait un gros plan sur vos entreprises en faisant allusion à un « Window Dressing ». Qu'avez-vous à répondre ?

Quelques mois auparavant, les grands journalistes de la MBC avaient fait le déplacement au Botswana, accompagnés d'autres confrères venant de différents groupes de presses. Y compris l'express. Je me souviens d'un certain Abdel Boolaky qui avait fait un reportage grand format sur le Botswana et le lancement de Britam. Il a été un témoin privilégié de toute la ferveur autour de la venue de Britam dans un pays le mieux réglementé du continent africain. C'est aussi durant ce voyage, dû au nombre limité de vols, que j'avais voyagé en avion privé de Johannesburg à Gaborone. La photo prise sur le tarmac avait figuré comme une rubrique quotidienne chez le journal Le Mauricien et aussi la MBC.

En parlant de journalisme, en 2013, L'International Finance Magazine, basé à Londres, très connu au sein de la communauté financière internationale, avec une circulation dans plus de 150 pays offrant des analyses approfondies sur l'économie et les développements sur les marchés financiers internationaux, entre autres, nous avait décerné le prix de Fastest Growing Bank Mauritius. Ce prix n'est pas comme ceux qu'on distribue lors de ces concours entre copains. C'est une récompense pour le travail colossal que nous avons accompli. Après le jugement de la cour intermédiaire dans l'affaire Medpoint, Pravind Jugnauth avait déclaré que la mafia est omniprésente et c'est probablement l'une des rares vérités qu'il ait pu prononcer. Je crois que la MBC est l'un des avant-postes de cette mafia.

Un complot de cette envergure et qui dure tout ce temps, ne devrait-il pas être visible à un moment donné ?

Comme je vous explique, la BAI était devenue une menace pour certains

acteurs de l'économie qui ont régné en maître depuis 3 siècles. Ils décident de votre quotidien sans même que vous vous en rendez compte. On enseigne à nos enfants l'histoire telle qu'on nous l'avait enseignée. Sans la remettre en question, ni même en perspective. Au fil du temps, l'endoctrinement se fait de façon naturelle. Le Sirdar moderne ne gère plus un troupeau de coolies. Le sirdar moderne, est sociologue. Il est historien. Il est écrivain. Il est enseignant. Il est politicien. Il est entrepreneur. Il est avocat, magistrat, juge. Il est comptable, consultant et gère la bourse. Le Sirdar moderne est journaliste, journaliste d'investigation. Il y en a un qui est rédacteur en chef. Il est fonctionnaire, commis de l'Etat. Mais ils partagent tous une allégeance indéfectible envers leurs maîtres.

Dans un entretien accordé à l'express le 11 mai 2015, l'ancien Gouverneur de la Banque Centrale, Bassant Roi confirme malgré lui que les institutions publiques ont effectué des retraits de plus de Rs 2 milliards. Vous constateriez aussi la mauvaise foi de ce triste sire qui questionne le pourquoi des dépôts de ces institutions publiques alors que l'Etat possède 2 banques. Pourquoi Bassant Roi ne s'est pas manifesté lorsque les dépôts de la NPF avaient migré de la SBM au profit de la MCB ? Des fonds qui ont été détournés. Le vendredi 13 octobre 2017, les magistrats Vijay Appadoo et Renuka Dabee, en vertu des articles 3 et 8 de la Financial Intelligence and Anti-Money Laundering Act, concluent à la culpabilité de la Mauritius Commercial Bank. On parle là de blanchiment d'argent et l'illu-



La SBM a perdu des milliards en un temps record et ce sont ces décideurs qui viennent nous faire la leçon ?

En réponse au PNQ en date du 7 avril 2015, Vishnu Lutchmeenaraidoo affirme avoir été en contact avec les rédacteurs en chef des médias et exprime sa satisfaction du soutien qu'il a obtenu sur cette crise sans précédent. Je ne sais pas si vous faites partie de ceux que Vishnu Lutchmeenaraidoo avait contactés, mais j'aimerais bien savoir de quelle crise il parle. Quelles en sont les preuves de l'existence de cette crise ? Et si crise il y'en avait, qui en étaient les artisans ? L'opinion publique se construit par l'information qu'on reçoit et qui est principalement par le biais des médias. Si les médias ne font que véhiculer les propos des politiques sans une véritable compréhension ou maîtrise du sujet, ils participent alors volontairement à la propagande de ces politiciens.

Pourquoi selon vous cet empressement et que pouvait-être les motivations ?

miné Bassant Roi ne trouve rien à dire !

Vous vous rendez compte, depuis que nous avons repris la South East Asian Bank, nous sommes passés de six à vingt succursales, les actifs de la banque ont triplé Rs 3,5 milliards pour dépasser les Rs 14 milliards, alors que le nombre de clients est passé de 15,000 à plus de 60,000, avec capitalisation boursière qui propulsait La Bramer Bank comme la troisième plus grande banque du pays. C'était effrayant pour certains. L'annonce d'un éventuel partenariat avec un géant international, l'était encore plus. Il fallait agir ! Agir vite ! Comme solution, quoi de mieux que de créer une psychose parmi la population en faisant croire qu'il y avait un Ponzi en instrumentalisant les divers protagonistes figurant dans ce sombre épisode.

A elle seule Britam (Kenya) valait 5 fois la valeur qu'attribuait la PWC.

Aujourd'hui cette valeur est nettement supérieure. Ce que Bonieux ne dira jamais, c'est que PWC avait des clients déjà alignés pour racheter les parts de la BAI. Croyez-vous si Britam (Kenya) n'avait pas de la valeur, pourquoi la IFC (branche de la Banque Mondiale) s'intéresserait à cette société qualifiée de Ponzi ? Pourquoi cet engouement de la part de l'AFD et autres fonds d'investissements pour s'acquérir les parts au sein de Britam ? Quasiment toutes les sociétés dans lesquelles on avait investi étaient les leaders de leur secteur. Le Credit book de Courts que critiquait Bassant Roi et compères est aujourd'hui aux mains de la CIM et constitue un Asset. L'engouement pour s'accaparer de l'hôpital Appollo Bramwell en dit long sur sa valeur. De même que pour les marques que nous représentations. Donc, le seul trou qui existe, c'est dans la mémoire du peuple et tout l'argent du monde ne suffirait pas pour le combler.

Cet oligopole, existe-t-il vraiment ?

Permettez-moi de le répéter, cet acharnement contre la BAI, ma famille et ma personne dure depuis des décennies. Pour certains j'étais comme un gibier qu'il fallait à tout prix chasser. Leurs chiens de chasse, c'étaient les politiciens, ces journalistes véreux, fonctionnaires et autres parvenus à la tête des institutions publiques qui vous traquent afin d'impressionner leurs maîtres.

Chaque calomnie véhiculée par certains médias a fini par devenir 'parole de dieu' et ces étiquettes vous collent à la peau. Croyez-le ou non, le marquage au fer rouge se fait aujourd'hui par l'encre noire des journalistes. C'est beaucoup plus pénible car le marquage au fer rouge s'efface par la mort, tandis que les écrits calomnieux contre une famille passent de génération en génération.

Le racisme en soi ne peut exister du fait que la race humaine est unique. Mais l'histoire de l'humanité renferme bien des sordides épisodes sur les discriminations et exploitations par l'homme à l'encontre de l'homme. Prenez l'esclavage, l'engagement, l'apartheid, les divers nettoyages ethniques, le massacre des peuples indigènes, les génocides ou encore le massacre du peuple palestinien, derrière cette façade d'imposition de supériorité raciale repose l'accaparement du pouvoir politique et surtout un intérêt économique. Je suis devenu la preuve de ce que j'ai avancé pendant des décennies. Il existe bel et bien un pouvoir oligarchique qui décide de tout. Tout comme le serpent qui délaisse sa peau, le pouvoir oligarchique se régénère à une période précise afin de s'assurer de sa pérennité. Cette



Bramer House

mutation perdue depuis les 20 dernières années. A commencer par les fameux amendements au Sugar Industry Efficiency Act de Paul Berenger jusqu'aux récentes largesses d'Ivan Collendavelloo au IPPs.

Je le dis haut et fort. On ne m'a jamais fait de cadeau. Que ce soit Ramgoolam ou autres, j'ai dû me battre pour arriver au sommet. Attardons-nous sur ce sujet. Les barons sucriers qu'on qualifie de 'secteur privé traditionnel'. Un qualificatif qu'ils se sont attribué pour se démarquer des autres. Ils sont les mêmes qui détiennent les terres les plus fertiles de l'île. C'est eux qui opèrent dans le textile, l'hôtellerie, le secteur financier, les banques, la production énergétique, l'agroalimentaire, la grande distribution, la construction et tant d'autres secteurs. Voyons un coup quelles sont les sociétés qui détiennent les baux pour les plus belles plages de l'île ? Quelles sont les sociétés qui ont reçu l'aide financière du gouvernement ? Quelles sont les sociétés qui ont bénéficié de plusieurs milliards afin de se réformer ? Pourtant elles refusent de payer comme il se doit les artisans et petits planteurs. Quelles sont les sociétés qui se sont assurées que notre politique aérienne est taillée sur mesure pour desservir non pas le pays, mais pour leurs intérêts ? Quelles sont les sociétés qui a chaque budget, s'assurent que les changements législatifs sont apportés pour servir leurs intérêts ? Quelles sont les sociétés qui dépendent des contrats publics ? A-t-on déjà fait du tort à notre écosystème ? Est-ce que le gouvernement a dû débours Rs 600 millions des caisses

publiques pour construire une route que pour valoriser notre projet comme il ont fait pour le conglomérat du Sud ?

Pourquoi en vouloir à Dawood Rawat ?

La seule chose que je demande aux Mauriciens c'est de « Réfléchir » ! Sur les ondes de Radio Plus, un des courtiers du secteur privé, Lindsay Rivière a déclaré que les prochaines élections allaient coûter Rs 2 milliards. D'où croyez-vous proviendra cet argent ? J'ai toujours cru dans le marché libre. La compétition, la valorisation des idées et des stratégies. Pour moi la compétition se fait à travers la qualité des services et des produits. L'hôpital Apollo Bramwell en est la preuve irréfutable de notre niveau. Savez-vous combien d'obstacles on a dû franchir pour la réalisation de l'hôpital ? c'était précisément sous le mandat de Navinchandra Ramgoolam. On a tenu bon et nos concurrents ont été forcés de revoir leurs coûts et investir dans des équipements. Depuis 2015, les prix ont connu une hausse fulgurante. Il faut que les Mauriciens se rendent compte que le marché mauricien a toujours été et restera oligopole. La réponse à votre question se trouve dans la question elle-même. Parce que j'ai désobéi à un ordre établi depuis le 17ème siècle. On m'en veut parce que je voyais les choses en grand. On m'en veut parce que j'ai refusé de rester à l'arrière d'un comptoir d'une mercerie. On m'en veut parce que je me suis affranchi. On m'en veut parce que j'ai voulu libérer mon peuple. On m'en veut parce que je suis Dawood Rawat.

« Sans verser dans la parano, chaque fois qu'une décision illogique est prise dans le monde des affaires, on peut suspecter qu'il y a solidarité maçonnique »

– *Alain Minc*



PMU

LA MACHINE À BLANCHIR

Le combat contre la prolifération des jeux de hasard était l'un des thèmes phares de la campagne de 2014.

Le constat aujourd'hui est accablant. Suite aux calculs machiavéliques de certains commis de l'Etat, la mafia des jeux a été institutionnalisée, faisant de ce secteur un pilier de notre économie. Alors que l'ombre de Jean Michel Lee Shim plane sur tous les recoins du pays, ailleurs on tire déjà la sonnette d'alarme



Selon L'observatoire des Jeux (ODJ- France), Le blanchiment consiste à donner à des sommes acquises directement ou indirectement de manière illicite une issue licite. Le jeu d'argent peut être un des moyens utilisés à cet effet. En effet, pour blanchir son argent, une personne peut simplement décider de l'investir dans le jeu.

Il existe diverses modalités de blanchiment. Un joueur peut blanchir une somme importante d'argent en récoltant les mises d'un groupe de joueurs, jouer ces mises au nom du groupe et dédommager les joueurs gagnants avec les espèces « sales ». Le jeu peut également servir de support au blanchiment sans que la personne concernée ait besoin de jouer. Par exemple, un joueur inscrit sur un site de jeu en ligne dépose des sommes sur un dossier au moyen de sa carte bancaire puis répudie le dépôt. Ainsi, la banque lui rembourse et cela peut permettre de blanchir un dépôt préalable d'espèces.

En juin 2017, Europe 1 faisait état d'un scandale où 1,3 million d'euros auraient été blanchis dans une escroquerie au PMU et une quarantaine de personnes arrêtées.

Des milliers d'euros de gains encaissés dans un bar-tabac en banlieue parisienne où les turfistes avaient visiblement de la chance, beaucoup plus qu'ailleurs. C'est du moins ce que pouvait laisser croire le gérant, qui, sans agrément, encaissait lui-même auprès du PMU des milliers d'euros de gains plusieurs fois par semaine.

Quelques mois auparavant, soit en novembre 2016, un blog de Mediapart accuse le PMU de blanchiment d'argent. Nous vous proposons les affirmations d'Andrev Gueguen, pris au sérieux par Mediapart, qui rappelle que l'émergence des parieurs professionnels internationaux, souhaitée par PMU, conduit à ce que des « mafias étrangères » puissent spolier en toute simplicité les petits parieurs.

Triche, dissimulation et blanchiment d'argent au PMU, une quasi-certitude ?

Depuis maintenant quelques années, les dirigeants du PMU semblent tout mettre en œuvre pour que davantage de monde s'intéresse aux courses hippiques mais les efforts semblent vains. Les jeunes ne se passionnent pas pour les courses de chevaux, c'est un constat ! Que faire contre cela ?

Si la lecture du rapport de la Cour des Comptes laisse entrevoir la difficulté de l'opérateur à se créer une nouvelle clientèle, elle laisse aussi poindre des scandales de dissimulation, de tricherie et de blanchiment d'argent au PMU.

En effet, en se basant sur les chiffres des sept dernières années civiles, Andrev Gueguen fait remarquer que le PMU a vu son chiffre d'affaires augmenter de près de 500 millions d'euros entre

2009 et 2015, que les encouragements à la filière hippique ont crû de 75 millions d'euros sur la même période, alors que les enjeux ont dans le même temps... baissé de 1 milliard d'euros.

Quand on sait, qui plus est, que le cheptel équin est en phase de décroissance, quelque chose semble nous échapper. Des méthodes de blanchiment d'argent au PMU existeraient-elles ?

Si ce blanchiment d'argent au PMU ne peut être clairement prouvé, il est en revanche évident que l'opérateur de paris hippiques PMU joue avec les chiffres pour habiller son chiffre d'affaires. Mises en place depuis 2012, les activités à l'international de l'opérateur seraient celles qui permettraient de réaliser du blanchiment d'argent au PMU. Les enjeux des parieurs internationaux sont effectivement estimés à plus de 800 millions d'euros mais leur rentabilité est nulle... quand elle n'est pas négative. Par contre, ils viennent doper le chiffre d'affaires du PMU.

le PMU a vu son chiffre
d'affaires augmenter de
près de 500 millions
d'euros entre 2009 et 2015,
que les encouragements à
la filière hippique ont crû de
75 millions d'euros sur la
même période, alors que
les enjeux ont dans le
même temps... baissé de
1 milliard d'euros

Le high-trading, la technique reine des parieurs professionnels

Aujourd'hui, le PMU est d'ailleurs coincé entre de petits parieurs français qui parient aux courses de chevaux avant tout pour s'amuser en essayant de gagner de l'argent et des gros parieurs internationaux dont l'honnêteté peut être remise en cause. Ces derniers ont effectivement pu constater que les paris hippiques étaient très rentables et ont donc décidé de spéculer sur les courses de chevaux en validant des paris automatiques à haute vitesse ce qui s'apparente à du high-trading (robots automatiques en bourse). Voilà qui pourrait laisser craindre un scandale de blanchiment d'argent au PMU.

Andrev Gueguen poursuit en ce sens et considère que plus de la moitié des enjeux internationaux en 2015, soit plus de 400 millions

d'euros, émane de parieurs mafieux basés aux Etats-Unis ou sur l'île de Man, un paradis fiscal par lequel transite l'argent sale à blanchir.

Aussi, alors que l'axe stratégique majeur du Plan PMU 2020 consiste à accroître les enjeux collectés à l'international, est-ce réellement possible d'atteindre cet objectif sans compter sur l'activité des mafias étrangères qui sévissent aussi dans les paris sportifs ?

Probablement non mais l'opérateur PMU rappelle que les parieurs internationaux sont de plus en plus présents et n'évoque pas la possibilité que se cachent derrière eux des mafias désireuses de mettre en place une stratégie de blanchiment d'argent au PMU.

Blanchiment d'argent au PMU, une assurance de ne pas perdre d'argent !

Reste néanmoins à comprendre pourquoi les parieurs internationaux savent qu'ils peuvent effectuer du blanchiment d'argent au PMU sans craindre de perdre l'intégralité ou du moins, une bonne partie des fonds misés. En réalité, cette interrogation a une réponse très simple : le PMU accorde aux parieurs professionnels un prélèvement moindre sur leurs mises puisque ces derniers ne sont taxés qu'à 5% alors que les petits parieurs français le sont à 26,4%.

Or, quand on sait que le taux de retour aux joueurs au pari mutuel est de 85%, on se rend vite compte que les parieurs professionnels gagnent à tous les coups et peuvent se « graisser » avec l'argent misé par une somme de petits joueurs.

Autant dire donc que les mafias étrangères ne prennent aucun risque quand elles ont recours à du blanchiment d'argent au PMU pour réintégrer dans le circuit monétaire de l'argent issu de braquages, de vente de produits illégaux, notamment de drogues en tout genre.

Une poursuite de l'expansion internationale du PMU très critiquée

Si l'on peut avoir du mal à croire que l'opérateur historique de paris hippiques PMU ne soit pas au courant de tout ce qui se trame autour de lui, sa volonté de développer ses activités à l'international commence à irriter au plus haut point les parieurs de tiercé, de quarté ou de quinté.

Pour des raisons d'équité, il a effectivement été proposé au PMU que les enjeux des parieurs professionnels ne puissent représenter plus de 5% mais l'opérateur a estimé qu'une telle mesure aurait un impact négatif sur sa rentabilité.

En attendant, il va pouvoir poursuivre l'expansion de ses activités à l'international et il ne fait aucun doute que des scandales de blanchiment d'argent au PMU feront la une des journaux dans les années à venir.

MAURITIUS TELECOM

LES TENTACULES DU POUVOIR

Le gouvernement Jugnauth avait fait 'de la bonne gouvernance' le leitmotiv de son programme gouvernemental. C'est donc une suite logique que ses nominés au sein des entreprises Publiques s'imbibent de cette philosophie et s'assurent qu'elle soit bien présente dans la Conceptualisation et la déclinaison de leurs actions

Chaque changement de gouvernement entraîne une montée tous azimuts des sociétés fraîchement créées, offrant leurs services principalement aux institutions publiques. Souvent ces sociétés sont masquées par des façades avec des proches de nos politiciens en embuscade. Si c'est une tradition acceptée dans notre paysage insulaire, le rituel a toujours voulu que ces sociétés soient bien accompagnées par une batterie de légistes et consultants en tout genre. Cela afin de se conformer aux procédures et éviter tout scandale politique. Pour dire que même dans l'illégalité ou l'immoralité, il existe des lois sacrosaintes à respecter.

Mauritius Telecom est l'entreprise la plus emblématique où l'Etat mauricien détient des intérêts stratégiques et commerciaux les plus importants. Avec des bénéfices réguliers de plus

d'un milliard de roupies, il est rare que des enquêtes des médias s'orientent vers cette société qui a pourtant beaucoup à cacher. Des médias bâillonnés par des pubs et leurs journalistes muselés par des canapés.

Avec le grand déballage sur des contrats accordés par Mauritius Telecom et vu l'ampleur du réseau tentaculaire des bénéficiaires, il est important pour l'image du pays d'initier une commission d'enquête sur les dix dernières années. Afin de rétablir la confiance de la population et redonner un nouveau souffle à cette entreprise phare de l'Etat, la commission d'enquête doit s'attarder sur plusieurs pistes, notamment:

- Les contrats alloués au cours des dix dernières années
- Les exercices des appels lancés (est-ce qu'il

ya eu un assouplissement des critères de sélections. Déceler les traces de discriminations)

- L'enrichissement des hauts cadres de Mauritius Telecom
- L'instrumentalisation de la société Huawei pour faciliter l'octroi des contrats
- L'implication de Huawei et vérifier si la branche Mauricienne a émulé les autres filiales ailleurs dans le monde, sanctionnés pour corruption
- La politique de recrutement
- Le rôle de l'auditeur interne (négligence ou complicité)
- Les comptes de l'entreprise (faute professionnelle ou manipulation)
- Financement Politique (direct ou indirect)
- La gestion des fonds du CSR





NEW MAURITIUS HOTELS

L'ARROGANCE DU POUVOIR



FSC House

Le 16 février 2016, ENL Land et SWAN achètent, 20 millions et 7.6 millions d'actions respectivement, pour une valeur de Rs 591 millions et Rs 220 millions. Ainsi, les deux sociétés auraient fait l'acquisition des blocs d'actions de New Mauritius Hotels (NMH) mises en vente par Promotion & Development, Kingston Management, et Taylor Smith & Sons au même moment. La société Rogers actionnaire de Swan et ayant comme actionnaire ENL a acheté 9.7 millions d'actions, pour Rs 237 millions à quelque secondes d'intervalle. Une drôle de coïncidence qui interpelle plus d'un sauf l'institution régulatrice la Financial Services Commission (FSC).

Selon les règlements ces manœuvres constituent une violation, vu que les 3 entités ont un lien organique et auraient dû faire une offre obligatoire ayant dépassé le seuil de 30% d'actions.

L'acquisition des actions est contestée à la fois par l'actionnaire minoritaire de NMH, Sunnystars Holding- compagnie appartenant à

l'avoué Robin Mardemootoo. La FSC initie une enquête en vertu de l'article 44A de la Financial Services Act et confie cette tâche au partenaire de la firme Mazars, Kriti Taukoordass.

Dans son rapport Kriti Taukoordass affirme que ENL, Rogers, Swan Life et Swan General ont pris contrôle de NMH à partir de septembre 2015. Ils possédaient collectivement 30,66 % du paid-up share capital de la société hôtelière. Le rapport Taukoordass met en évidence « l'action de concert » pour l'acquisition de 9,40 % d'actions en février 2016. Selon l'investigateur, il y a des preuves concernant six infractions, notamment :

1. Breach of the mandatory offer rule, Rule 33 of the Securities (Takeover) Rules, « whether read on its own or in conjunction with section 94 of the Securities Act », par Rogers, ENL et Swan;
2. Breach of Rule 11 of the Securities Takeover Rules, avec cinq protagonistes impliqués;

3. Breach of section 111 (1)(b) of the Securities Act (insider dealing);

4. Breach of section 111 (1)(c) of the Securities Act (insider dealing);

5. Breach of section 114 of the Securities Act (market rigging)

6. Breach of section 116 of the Securities Act (false and misleading conduct in relation to securities)

Après des multiples échanges de documents et menaces, le 20 avril 2017, la FSC émet un communiqué officiel indiquant qu'il n'y avait aucune infraction des 'securities takeover'.

La gestion de cette affaire a semé le désarroi au sein du secteur des services financiers qui subissait déjà une descente vertigineuse avec l'affaire BAI. Cette politique d'impuissance face aux puissants devint évidente avec l'affaire Sobrinho.

DUTY FREE

L'IVRESSE DU POUVOIR

Dans son premier budget en 2004, Pravind Jugnauth partageait son rêve de transformer Maurice en une Duty Free Island. Deux ans durant, c'était presque une obsession chez lui. A son retour comme grand argentier en 2010, pas un mot de sa formule magique qui allait transformer le pays. Pourtant il semble exister un lien bien caché entre Pravind Jugnauth et les boutiques Duty Free. L'ivresse du pouvoir

En cette période de campagne, alors que les propagandistes MSM focalisent leur tire sur les transactions douteuses de la femme d'affaires Nandanee Soornack et les commissions perçues par FRDU, il est inimaginable que tout le crédit de l'ingéniosité nécessaire pour la mise en place de cette structure soit attribué à l'ancienne « marchande de cotomilli»

Dans un article publié en 2012 dans le journal Capital, Rudy Veeramundar, rédacteur en chef d'alors et actuel Directeur de Communications au bureau du premier ministre, faisait état des retro commissions dans l'octroi du contrat pour la gestion de nos boutiques hors taxe.



Qu'est-ce qui fait courir Pravind Jugnauth ?

Quelles sont les réelles motivations du leader du Mouvement socialiste militant (MSM), Pravind Jugnauth, dans le dossier du 'tender' alloué récemment par le 'Mauritius Duty Free Paradise Ltd' (MDFP) pour l'approvisionnement de la boutique hors-taxe à l'aéroport ? C'est la question qu'on est en droit de se poser compte tenu du nombre de conférences de presse consacrées par le leader du MSM à ce dossier, donnant l'impression de s'être transformé en lobbyiste de l'un des soumissionnaires non-retenus.

Ce que les observateurs n'ont pas manqué de noter, c'est que les dénonciations de Pravind Jugnauth étaient basées uniquement sur le 'tender' soumis par Geibr Heinemann, une compagnie allemande basée à Hambourg, et dont dont le co-proprétaire est Claus Heinemann. «La vigueur avec laquelle le leader du MSM a défendu l'offre de la compagnie allemande sur ce dossier aurait fait pâlir d'envie les lobbyistes américains qui arpentent les couloirs du Congrès américain», nous a fait remarquer un diplomate ayant servi à Washington. Geibr Heinemann, il faut le souligner, a approvisionné la boutique hors-taxe continuellement depuis 2004, réalisant un chiffre d'affaires de Rs 8 milliards. Ce qui laisse supposer une commission fort alléchante pour ses agents.

Ils seraient au nombre de deux, les agents qui ont fait du lobbying en faveur de Heinemann. L'un est basé à Londres et le deuxième serait un ancien haut cadre de la compagnie nationale d'aviation. L'agent londonien, un dénommé AG, est très proche d'un dirigeant politique mauricien. Il avait été vu, lors

d'une consultation populaire, gravitant dans l'entourage de l'homme politique. Lors de ses vacances mauriciennes, AG loue une suite dans un hôtel du littoral sud.

Rétro-commission

Selon les renseignements dont nous disposons, il avait même mis une Berline à la disposition de l'homme politique, le temps d'une campagne électorale. De plus, selon notre enquête, quand l'homme politique et les membres de sa famille sejourneront à Londres, c'est AG qui se charge de la réservation aussi bien que du règlement de la note à l'hôtel Dorchester dans la capitale britannique. Pour marquer ses 80 années d'existence, l'hôtel situé dans le quartier huppé de Mayfair, à Londres, propose une chambre à Rs 30 000 la nuitée alors qu'une suite est offerte à Rs 45 000.

Toujours selon notre enquête, AG versait mensuellement une rétro-commission de Rs 1,5 m à l'homme politique mauricien pendant toute la durée du contrat liant Heinemann à la MDFP, c'est-à-dire de 2004 à janvier 2011. Quant à l'ancien cadre d'Air Mauritius, il avait été chargé d'effectuer un 'lobbying' très intense auprès des membres du conseil d'administration de la MDFP.

Il faut aussi ajouter qu'au moment où Pravind Jugnauth était ministre des Finances, de mai 2010 à juin 2011, l'un de ses conseillers avait rencontré, à son bureau, un haut cadre d'une autre compagnie suisse qui était parmi les compagnies présélectionnées pour participer à l'appel d'offres que la MDFP s'appêtait à lancer.

Le visiteur suisse était accompagné d'un homme d'affaires, connu pour s'être déjà fait remarquer, dans le passé, arborant très fièrement un t-shirt frappé à l'effigie de Sir Anerood Jugnauth, à un rassemblement du parti soleil.

Le contenu de cet article n'a jamais été contesté. Ni celui d'avril 2015 où Capital mettait en évidence le lien ombilical entre Pravind Jugnauth et Rakesh Gooljaury. Plusieurs témoignages confirment la complicité entre ces deux hommes. D'ailleurs l'impunité et les largesses dont l'homme d'affaires jouit sont trop flagrantes.

L'explication la plus simple et plus plausible, est que le mécanisme de retro commission existait déjà, ou le porteur d'affaires pour le compte des fournisseurs des produits hors taxe étaient rémunérés à hauteur de 4 - 5% du chiffre d'affaires. En 2015, après une vaine tentative de se fournir auprès d'un agent infailible du MSM, le contrat est alloué à nul autre que la société fétiche, Heinemann.

Dans une plainte logée le vendredi 6 mars 2015, deux anciens Attorney General demande aux autorités de mener une enquête sur le contenu de l'affidavit juré par Simo Carevic, CEO de la Mauritius Duty Free Paradise (MDFP) et Thomas Galet, Deputy Chief Operating Officer Africa de de la société suisse Dufry. Ces deux cadres affirment avoir été séquestrés et intimidés par trois ministres de la République de Maurice, le 16 février 2015. A ce jour l'enquête peine à démarrer.

MORIS TO COMPLIS

